

Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses alternatives



Rafistoler les réacteurs n'empêchera pas l'accident majeur !

Sommaire

Fukushima, 3 ans de déni	P. 3
Retour sur 50 jours d'actions !	P. 5
Soutenir le Réseau	P. 9
Victoire des bloqueurs d'uranium à Narbonne !	P. 10
Transports radioactifs : un trafic de grande ampleur	P. 11
CIGÉO : enterrons le projet d'enfouissement	P. 13
Bure Haleurs, la bonne humeur contre Bure	P. 15
Vite, des infos !	P. 16
L'agonie du nucléaire	P. 18
Sécurité des travailleurs : un médecin du travail témoigne	P. 20
Chinon : une avalanche de négligences	P. 22
Et si une bombe nucléaire explosait sur Lyon ?	P. 23
Tramays : la transition énergétique par l'exemple	P. 26
Le pédalier, une énergie à explorer	P. 29
À lire, à voir, à offrir	P. 31
Les Ogres de Barback, un engagement multiforme	P. 33
Découvrez l'équipe du Réseau	P. 34
Nucléaire 30 ans d'âge : stop au rafistolage !	P. 46

Supplément catalogue 2014-2015

Photo de couverture :
© Jannes Rupf

"Arrêtons le nucléaire avant la catastrophe !" : tel était le mot d'ordre des 50 jours d'actions qui ont eu lieu du 8 mars au 26 avril, dont vous retrouverez dans ce numéro un bilan partiel (p.5-8). Signalons notamment l'occupation simultanée de 7 ponts sur le Rhin par 7000 manifestants le 9 mars pour réclamer la fermeture de Fessenheim, ainsi que le festival FukuChiNon le 12 avril qui a donné lieu à une manifestation pour la fermeture de la centrale.

En parallèle du festival FukuChiNon, justement, nous avons révélé mi-avril que Chinon est une véritable plaque tournante du trafic européen de matières radioactives ! Ces nouvelles informations s'inscrivent dans notre travail d'enquête de fond sur les transports radioactifs (p.11-12). Nous avons également lancé l'alerte suite à une avalanche de négligences graves d'EDF dans la centrale de Chinon (lire p.22) et porté plainte contre l'entreprise afin d'obtenir sa condamnation pour ces multiples infractions, qui mettent en danger les travailleurs et les riverains de la centrale.

La centrale de Chinon n'est pas l'exception, mais l'illustration d'une situation générale. Au sein d'EDF elle-même, l'Inspecteur Générale de la Sûreté Nucléaire relève "de grandes difficultés dans la préparation des activités de maintenance" et se dit "convaincu de la fragilité des analyses de risques", tout en estimant que la vérification de la qualité des opérations de maintenance "n'est pas aujourd'hui correctement assurée". En deux mots : ça craint !



Ainsi, tandis qu'au niveau mondial, le déclin du nucléaire continue (lire p.18-19), le risque d'un accident nucléaire majeur en France ne cesse d'augmenter à mesure que les réacteurs et leurs composants vieillissent.

Alors qu'EDF cherche à obtenir la prolongation du fonctionnement des réacteurs nucléaires jusqu'à 50 voire 60 ans, l'heure est à la mobilisation ! À la rentrée prochaine, la loi sur la transition énergétique sera débattue à l'Assemblée nationale, et les orientations qu'elle fixera seront déterminantes pour l'avenir de notre pays. Dans ce contexte, nous devons absolument interpellier avec force nos députés sur le danger majeur et sur les coûts astronomiques qu'une prolongation des réacteurs nucléaires impliquerait – monopolisant de fait par dizaines de milliards les fonds publics qui pourraient financer une vraie transition énergétique.

Alors agissez avec nous : retrouvez au dos de cette revue notre appel "Nucléaire 30 ans d'âge, stop au rafistolage !"

Le Réseau "Sortir du nucléaire"

Mentions légales :

Revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" n°61
Mai 2014. Dépôt légal à parution.
Abonnez-vous pour un an : 12 € (4 numéros).
sur : <http://boutique.sortirdunucleaire.org>
Ou courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge – 69317 Lyon Cedex 04
(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")
Directeur de publication : Patrice Bouveret.
Rédaction en chef : Xavier Rabilloud.
Corrections : Myriam Battarel.
Maquette : W. Quénu.
CPPAP : 06 013 G 83296 – ISSN : 1276-342 X



Tirage : 15 000 exemplaires.

Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé
avec des encres à base végétale.

Retrouvez toute l'actualité sur :
www.sortirdunucleaire.org

La reproduction d'articles est autorisée et vivement
conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le
nom des auteurs.

Faites comme le Réseau "Sortir du nucléaire" en
souscrivant à l'offre d'électricité à 100 % d'origine
renouvelable, garantie sans nucléaire, fournie par
Enercoop : <http://www.enercoop.org>

En supplément à ce numéro :

1 bulletin de réabonnement, 1 supplément catalogue mai-octobre 2014

Alors que la catastrophe dure depuis trois ans, le **déni** continue

Le 11 mars 2014, cela fera maintenant trois ans que dure la catastrophe nucléaire de Fukushima. Malgré le déni des autorités, ses conséquences sanitaires et environnementales ne s'atténuent pas, bien au contraire. Nous transmettons notre entier soutien au peuple japonais, qui souffre des contaminations, ainsi qu'à toutes celles et ceux qui luttent pour un Japon sans nucléaire.

Fuites incontrôlées à la centrale de Fukushima

Trois ans après, la situation à la centrale reste hors de contrôle. Les réacteurs éventrés doivent toujours être refroidis ; près de 400 000 tonnes d'eau s'accumulent dans des cuves construites à la va-vite, dont un grand nombre fuient. Les stations de traitement des eaux ne sont toujours pas opérationnelles et les fuites hautement radioactives ont déjà atteint la nappe phréatique et l'océan, contaminant gravement le milieu marin. Sur 67 poissons pêchés par Tepco dans le port devant la centrale en décembre 2013, 21 dépassaient 10 000 becquerels/kg en césium-134 et césium-137, soit 100 fois la limite fixée par le gouvernement japonais.

L'évacuation du combustible usé du réacteur n°4, débutée en novembre 2013, devrait durer jusqu'à fin 2014. Mais il reste encore près de 2000 tonnes de combustible usé hautement radioactif sur l'ensemble de la centrale. Où pourront-elles être stockées ? Par ailleurs, l'ensemble du site reste vulnérable à un nouveau séisme de grande ampleur.

Depuis 2011, plus de 30 000 travailleurs se sont succédés à la centrale, dont plus de 26 000 sous-traitants, au péril de leur santé. Au fur et à mesure que ceux-ci accumulent des doses de radioactivité, la pénurie de travailleurs qualifiés se fait de plus en plus criante. Certains intervenants, recrutés parmi les sans-abris par la mafia, travaillent dans des conditions particulièrement indignes.



© Issai Kato / Reuters

Dans la ville de Tamura, un complexe de logement temporaire d'évacués d'une autre zone contaminée (avril 2014).

précaires. En avril 2014, Tepco a cessé de dédommager ceux qui ont perdu leur travail suite à l'accident. Ce même mois, pour la première fois, l'ordre d'évacuation a été levé et les habitants du district de Miyakoji (à 20 km de la centrale) vont devoir rentrer chez eux, bien qu'en de nombreux endroits, la dose d'exposition autorisée pour le grand public de 1 millisievert/an soit largement dépassée. Souhaitant arrêter de payer des compensations financières pour les évacués et limiter les frais des travaux de décontamination, le gouvernement entend hâter le retour dans les zones contaminées malgré l'opposition des habitants qui, à juste titre, craignent pour leur santé.

Des centaines de milliers de personnes continuent par ailleurs de vivre dans des villes et villages où le niveau de radioactivité ambiant justifierait pourtant l'évacuation. Tas de terre radioactive abandonnés au bord des routes, maisons simplement passées au kärcher, mesures hâtives : dans la préfecture de Fukushima, les "décontaminations" sont un fiasco. Les habitants non évacués ont le choix entre se voiler la face ou contrôler le moindre aliment, le moindre objet.

Interdits de jouer dehors, condamnés à porter des dosimètres, les enfants sont les premières victimes. Les enfants de la préfecture de Fukushima doivent subir un examen médical à grande échelle. Parmi les 250 000 qui y ont déjà été soumis, 74 pourraient déjà être atteints par un cancer de la thyroïde ; et pour 33 d'entre eux, le cancer ne fait plus de doute (chiffres au 31 décembre 2013). Pour le radiologue spécialiste du cancer Hiroto Matsue, il ne fait pas de doute que tous ces cancers sont directement causés par Fukushima. Il déclare ainsi : "Depuis quarante ans que j'exerce, je n'avais jamais vu de thyroïde



© Danir Sagoff / Reuters

La vie contaminée

Près de 150 000 personnes déplacées suite à la catastrophe vivent toujours dans des conditions

avec tellement de kystes et de nodules que je ne pouvais les compter. Ce n'est pas normal." (Science & Vie, mars 2014, p.88)

À la contamination s'ajoutent des drames humains : de nombreuses familles sont séparées, les mères ayant préféré déménager pour protéger leurs enfants tandis que leurs maris souhaitaient rester sur place.

Ci-contre : Une petite fille de 5 ans subit un examen de la thyroïde dans la clinique du complexe de relèvement temporaire de Nihonmatsu (27 février 2014).

En réponse aux risques : la censure et le mensonge

Plutôt que de prendre les problèmes à bras-le-corps et de reconnaître la gravité des faits, le gouvernement persiste dans le déni et organise le mensonge à grande échelle. Afin que Tokyo puisse accueillir les Jeux Olympiques de 2020, le Premier ministre Shinzo Abe n'a pas hésité à mentir, prétendant que la situation restait sous contrôle et les impacts de l'accident circonscrits au site de la centrale. En décembre 2013, une loi a même été adoptée interdisant la divulgation de certaines informations "sensibles" pour cause de "secret d'État", préfigurant de nouvelles dissimulations sur l'état réel des installations nucléaires et menaçant de fait les lanceurs d'alerte de lourdes peines de prison.



© Toru Hanai / Reuters

membres, également investi dans le suivi de la catastrophe de Tchernobyl, a même attaqué une journaliste en justice. Par ailleurs, fin 2013, un protocole d'accord a été signé entre l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique et l'Université Médicale de Fukushima, demandant la confidentialité de toute information qui serait classifiée par l'une des parties. Cet accord rappelle tristement celui signé en 1959 entre l'AIEA et l'Organisation mondiale de la santé, qui empêche l'OMS de travailler de façon indépendante sur les questions sanitaires liées à la radioactivité.

Le déni des autorités

Toutes les centrales sont actuellement à l'arrêt (la centrale d'Ohi, seule à avoir été relancée, est en maintenance). Mais l'industrie atomique, restée influente malgré la déchéance de Tepco, continue de plaider pour la relance de 17 réacteurs. Malgré les mises en garde de certains géologues, les risques sismiques et l'existence de failles actives sont minorés. Rien d'étonnant donc à ce que l'industrie nucléaire japonaise ait également signé en 2013 un accord avec un autre pays à haut risque sismique, la Turquie, pour la construction de réacteurs.

En avril 2013, alors que toutes les centrales étaient à l'arrêt, le Japon a accueilli une cargaison de combustible MOX envoyé par la France – le même que celui qui alimentait le réacteur n°3 de Fukushima. Le gouvernement pronucléaire de Shinzo Abe prépare activement le redémarrage des réacteurs : fin février 2014, le nucléaire a été présenté par le ministre du Commerce et de l'Industrie comme "fondement de la stabilité de l'approvisionnement énergétique" du pays.

Malgré le retour au pouvoir massif des partisans du nucléaire, la population japonaise reste hostile au redémarrage des réacteurs et favorable à d'autres énergies. Parmi les différentes initiatives en cours, citons notamment le procès initié contre les constructeurs de la centrale de Fukushima, auquel 1335 plaignants se sont associés.



© Oodai

Le Premier ministre pro-nucléaire Shinzo Abe (ici en visite organisée par Tepco en décembre 2012) ne semble pas perturbé par la vision des sacs de déchets contaminés qui s'entassent aux quatre coins du pays...

Le Japon est-il condamné à vivre à son tour le déni et la dissimulation d'informations qui ont sévi à Tchernobyl ? Suite à la catastrophe ukrainienne, un programme dénommé ETHOS avait été développé par des "ONG" financées par l'industrie nucléaire, pour tenter de démontrer qu'il était possible de vivre en zone contaminée et minimiser la gravité de l'accident. Or, à Fukushima, un même programme dénommé ETHOS a été mis en place. Un de ses

Charlotte Mijeon

Retour sur 50 jours d'actions !

Cette année, entre les dates commémorant les catastrophes de Fukushima et de Tchernobyl, le Réseau "Sortir du nucléaire" appelait à l'organisation de "50 jours d'actions", pour arrêter le nucléaire avant la catastrophe, car les deux plus grandes tragédies de l'histoire du nucléaire sont toujours en cours. Des territoires immenses sont contaminés pour des milliers d'années, avec des populations sacrifiées, victimes de la radioactivité.

En France, la présence de 58 réacteurs et de nombreuses installations de la chaîne du combustible font planer le risque d'un accident majeur sur la population française.

Pourtant, l'arrêt du nucléaire n'est toujours pas à l'ordre du jour et les pouvoirs publics envisagent de prolonger le risque nucléaire en allongeant la durée de vie des réacteurs. Une telle décision aurait pour conséquence d'augmenter toujours plus la possibilité d'une catastrophe dans une de nos centrales, et de prolonger d'autant le fonctionnement de toute la filière nucléaire, de l'extraction de l'uranium au traitement des déchets, en passant par le retraitement du combustible usé.

Afin d'informer, sensibiliser et dénoncer ces risques, les groupes antinucléaires se sont largement mobilisés entre le 8 mars et le 26 avril, avec plus de 130 actions inscrites à l'agenda. Après un week-end de lancement sur les chapeaux de roues à Fessenheim et en Rhône-Alpes, les temps forts se sont enchaînés, notamment à Valence et à Chinon, puis pour le "Chernobyl Day". Aussi, de nombreuses conférences et projections-débats ont été organisées, ainsi que des actions rond-point, des tractages, des "die-in", des chaînes humaines, des vélorutions...



© SDN Berry-Puisie

Un week-end de lancement sur les chapeaux de roues

"Tous sur les ponts du Rhin !" Dimanche 9 mars 2014, à l'approche de la date anniversaire de la catastrophe de Fukushima, de grandes mobilisations ont eu lieu en Alsace pour la fermeture immédiate de Fessenheim. Sept ponts ont été occupés par les militants, puis une marche a eu lieu devant la centrale. Une manifestation qui a rassemblé plus de 7000 personnes !

TCHERNOBYL - FUKUSHIMA
50 JOURS D' ACTIONS
sortirdunucleaire.org/50jours



NUCLÉAIRE STOP!



© Méliande Seyzérat

Le matin, les manifestants ont investi les ponts, avec différentes actions : des chaînes humaines, des concerts, des "die-in" et des prises de paroles en soutien aux victimes de Fukushima et pour exiger la fermeture de Fessenheim, promise par le candidat Hollande.



© Guy Collin

En début d'après-midi, les manifestants ont convergé vers la centrale nucléaire de Fessenheim, et vers 15h30, le cortège s'est mis en marche. Des Français, Allemands, Suisses et Japonais portaient la banderole de tête. Naoto Matsumura, habitant de la zone évacuée de Fukushima, était au côté des militants de la région.

Devant la centrale, les manifestants ont observé une minute de silence, puis les organisateurs ont pris la parole en allemand et en français pour rappeler les risques liés à l'industrie nucléaire.

Une belle journée de mobilisation, sous le soleil alsacien, qui aura marqué les esprits et rappelé que le danger est partout, car la France est le pays le plus nucléarisé du monde.

Tout au long de la mobilisation entre les commémorations de Fukushima et de Tchernobyl, plus d'une dizaine d'actions rond-point ont été réalisées partout en France (à Montluçon, Brioude, Golfech, Aubagne...) pour alerter les automobilistes et les passants sur les dangers du nucléaire. Ce type d'action ne nécessite pas un grand nombre de militants et permet de toucher de nombreuses personnes, en disposant des banderoles très visibles et/ou en distribuant des tracts quand le trafic le permet.



© André Larnière

Et certains militants en ont profité pour faire du stop...



© Cristó Miche

Des conférences et projections-débats

Afin de sensibiliser et informer les citoyens, de nombreux groupes ont organisé des conférences et des projections-débats, notamment autour des films de Alain de Halleux "Welcome to Fukushima", un voyage à la frontière de la zone contaminée de la centrale éventrée, et "Chernobyl 4 ever", un documentaire poignant sur Tchernobyl qui interroge la mémoire de la catastrophe et son avenir. Des projections souvent suivies d'un exposé sur la situation actuelle au Japon, avec des fuites toujours incontrôlables et un gouvernement qui renforce la censure.

L'association "Enfants de Tchernobyl-Belarus" a aussi été accueillie par plusieurs groupes antinucléaires (à Lannion, Colmar, Chion...). Son président, Yves Lenoir, est revenu sur une catastrophe en cours depuis 28 ans, ainsi que sur le travail de l'institut indépendant Belrad sans lequel nous n'aurions aucune donnée suivie sur la contamination. Il a expliqué que les enfants des zones à risques sont contaminés, même quand leurs parents font très attention. Globalement, l'état de santé des enfants dans les régions touchées continue de se

Des actions rond-point aux quatre coins de la France

Dès le week-end de lancement des "50 jours", le samedi 8 mars, 15 ronds-points ont été investis par les militants antinucléaires de la région Rhône-Alpes, à l'appel du Collectif Stop Bugey, dans un rayon de 30 km autour de la centrale du Bugey (Ain), la deuxième plus vieille centrale de France. Cette action aura permis de rendre visible les revendications du collectif et de sensibiliser les automobilistes et les passants aux risques du nucléaire, en cette semaine de commémoration de la catastrophe de Fukushima.



© SGN/UCS

dégrader. Un désastre qui sanctionne la politique internationale de radioprotection basée sur les recommandations, et les "bons conseils", de la CIPR (Commission Internationale de Protection Radiologique).

Deux temps forts à mi-parcours

Le 29 mars à Valence

Le soleil et le vent printaniers ont accompagné toute la journée organisée à Valence le samedi 29 mars par le groupe Sortir du nucléaire Drôme-Ardèche et à laquelle ont participé près de 300 personnes.

De nombreux groupes et associations du Grand Sud-Est (du Bugey, Grenoble, de Bure à Montpellier !) ont participé à cette journée, qui a alterné jusqu'au soir les moments sérieux et les moments festifs.



© Bernard Nicolie

Le 12 avril à Chinon

Samedi 12 avril a eu lieu à Chinon un grand rassemblement antinucléaire organisé par le Collectif SDN Touraine. Intitulée "FukuChiNon", la manifestation entendait dénoncer les risques liés au vieillissement de la centrale de Chinon, et aux scandales révélés récemment (lire en page 22).

À 11h30, les militants ont commencé à affluer sur le village des alternatives, où ils ont découvert de nombreux stands militants, des expositions, des ateliers pour enfants dans une grande yourte, des concerts, des conférences et projection de films.

Petit à petit aux alentours de midi, les tables et les bancs se sont remplis, avec différentes options : repas biologique et local proposé par le Collectif SDN Touraine, ou des crêpes bio pour les gourmands !

La manifestation s'est mise en marche vers 14h : le cortège a longé les quais de la Vienne, accompagné d'une batucada... Et des forces de l'ordre, venues en nombre pour la journée. En effet, on comptait environ un CRS pour trois manifestants ! Le dispositif mis en place était ridiculement disproportionné. S'ils avaient voulu provoquer les manifestants, ils ne s'y seraient pas pris autrement... Au-delà de l'encadrement du cortège, toutes les entrées de la ville étaient bloquées afin que les forces de l'ordre procèdent à des contrôles d'identité et des fouilles de véhicules. Parfois, les militants ont été arrêtés trois fois avant de réussir à accéder au centre-ville où se trouvait le village militant et certains se sont fait confisquer leur matériel (banderoles...).



jeff sauer ©

Festives les déambulations en centre-ville avec le groupe de musique Faucon Folk et les promenades à vélos, tricycles et même quadriporteur ; plus sérieuses, les discussions place Porte neuve avec les passants qui examinent la carte des centrales de la vallée du Rhône, et plutôt inquiétant le "die-in" d'un quart d'heure organisé sur la place à 11h.

Tous ont ensuite rejoint le parc des expositions : pour plusieurs tables rondes animées par des acteurs-actrices des mouvements de luttes locales et antinucléaires, où des sujets graves ont été abordés (les transports et les déchets nucléaires, les dangers du nucléaire en France, les situations vécues à Tchernobyl et à Fukushima,...) et ensuite pour la pièce de théâtre "L'impossible procès" de la compagnie Brut de béton : le public nombreux a été enthousiasmé par l'intérêt de cette pièce et la qualité des acteurs !

La journée s'est terminée par une projection-débat au cinéma le LUX : Alain de Halleux, le réalisateur du film "Welcome to Fukushima" avait accepté de se déplacer ; le public a été ravi !



© SDN Remmes



© Mélisande Seyzériat

À mi-chemin de la manifestation, nous avons fait une pause où étaient prévues des prises de paroles sur pourquoi sortir du nucléaire et comment en sortir. Car si nous étions là pour nous opposer au nucléaire, nous étions aussi là pour découvrir et tester de nombreuses alternatives.

Au retour de la manifestation, les conférences ont débuté, avec notamment Didier Anger, Yves Lenoir, l'ACRO... La journée s'est terminée en musique, autour d'un bon repas !

Une journée ensoleillée qui aura permis de faire découvrir les risques du nucléaire et les alternatives pour en sortir, et qui aura aussi permis à de nombreux militants de se retrouver dans une belle manifestation, avec des personnes ayant fait le déplacement en cars depuis Rouen, Angers, Nantes, Le Mans... Ou en vélo depuis Tours !

Et pour finir, des "Chernobyl Day" un peu partout !

Le 26 avril, plus d'une trentaine d'actions "Chernobyl Day" ont été organisées dans l'Hexagone, pour ne pas oublier une catastrophe qui entre dans sa 29^{ème} année...

À Paris, les groupes antinucléaires d'Ile-de-France ont organisé une manifestation en quatre tableaux : un "die-in" place de la Bastille, une danse des kimonos, un mariage entre le lobby nucléaire et le pouvoir devant l'église de Beaubourg, puis sous les sifflets de manifestants, le divorce entre le nucléaire et les élus a été prononcé place de l'Hôtel de Ville.



© Mélisande Seyzériat

Jean-Claude Mary (Enfants de Tchernobyl-Belarus) et Yûki Takahata (Yosomono.net) ont pris la parole pour faire le point sur la situation à Tchernobyl et à Fukushima. Une manifestation qui a rassemblé 200 personnes malgré le mauvais temps.

À Grenoble, les militants se sont retrouvés à 14h30 pour une manifestation et un "die-in", suivis du spectacle "écocoaching pour tous" au café de la Table Ronde. La soirée s'est terminée par une projection-débat autour du film "La Terre outragée" de Michale Boganim à l'auditorium du musée des beaux-arts de Grenoble.

À Lyon, la commémoration de la catastrophe de Tchernobyl s'est déroulée sous la forme d'un cortège funèbre. Un cortège suivant cinq cercueils de liquidateurs qui, en avril 1986, ont été enrôlés pour arrêter l'incendie de la centrale nucléaire de Tchernobyl, empêchant ainsi une catastrophe encore plus meurtrière qu'elle n'a été.

Le nombre de décès et maladies graves ne diminue pas avec les années, contrairement à ce que l'on nous fait croire. En effet, aujourd'hui, le taux de croissance démographique est négatif (il y a plus de décès que de naissances), et 80% des enfants qui naissent actuellement dans la région de Kiev sont atteints d'au moins une pathologie lourde (cardiaque, pulmonaire...) du fait de l'exposition de leur parents, eux-mêmes enfants au moment de la catastrophe, et de la contamination de leur alimentation. Preuve en est maintenant que la radioactivité tue pendant plusieurs générations. Le cortège Lyonnais, aussi composé de liquidateurs en combinaisons blanches, est parti de la Place des Terreaux jusqu'au consulat d'Ukraine, place Bellecour, pour y déposer une plaque commémorative et des gerbes. Des extraits de *La Supplication* de Svetlana Alexievitch ont été lus autour des cercueils.

Une journée riche en actions qui a conclu la fin d'une belle mobilisation-marathon de 50 jours.

Mélisande Seyzériat

Soutenir le Réseau, c'est soutenir l'action antinucléaire

Soutenir les actions des groupes membres du Réseau

Depuis juin 2013, ce sont 26 actions de groupes membres qui ont obtenu le soutien financier de la fédération. Actions de terrain, de sensibilisation ou de mobilisation, colloques, nous avons pu répondre "présent" à la quasi totalité des demandes des associations du Réseau, grâce au soutien de tous nos donateurs.

Tout récemment, grâce à votre générosité, nous avons pu apporter un soutien financier à de nombreuses mobilisations dans le cadre des 50 jours d'actions, dont le festival et la manifestation "FukuChiNon" le 12 avril, et la journée antinucléaire à Valence le 29 mars.

Des "Rencontres pour un Monde vivable" à la tournée de la pièce "L'impossible procès", en passant par le soutien aux groupes de l'Est de la France pour l'organisation des manifestations sur les ponts du Rhin, la mobilisation locale peut compter sur le soutien du Réseau national.

Apporter une aide à des collectifs et associations amis

Parce que l'action antinucléaire ne se borne pas aux limites de l'action des associations membres, le Réseau soutient, dès qu'il le peut, toutes les initiatives, des actions de terrain aux actions de soutien à des victimes du nucléaire, et elles sont nombreuses ! Cette année plusieurs associations de soutien aux enfants victimes des catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima ont reçu notre appui .

C'est aussi dans cette dynamique de solidarité que le Réseau participe à la convergence des luttes, et notamment à l'opposition à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, emblématique du combat contre les grands projets inutiles imposés (les GPII)... qui ne manquent pas dans le nucléaire !

N'oublions pas les collectifs informels, tel que le collectif Stop Uranium, qui par leurs actions non-violentes de désobéissance civile, participent à la mobilisation et à la sensibilisation du grand public dans le cadre de notre campagne "Nucléaire: de la mine aux déchets, tou-te-s concerné-e-s !"

Avec la Nef, épargner peut rimer avec "sortir du nucléaire"

Si le contexte économique de notre société encourage à changer de modèle, économiser son argent peut rimer avec sortir du nucléaire, grâce au partenariat du Réseau avec la Nef, banque éthique bien connue. En effet, aujourd'hui, la Nef permet à ses

épargnants, avec son "Compte à terme Nature", de reverser tout ou partie de leurs intérêts au Réseau "Sortir du nucléaire". Notons que grâce à cette épargne, la Nef finance des projets durables, à forte dimension humaine et alternative. Aujourd'hui, près de 200 de nos donateurs soutiennent l'action antinucléaire du Réseau grâce aux intérêts de leur épargne !

Vous avez un peu d'argent à mettre de côté ? Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site web de la Nef : www.lanef.com/epargner/produit_epargne.php

Léguer un monde sans nucléaire

Le Réseau "Sortir du nucléaire" agit au quotidien pour transmettre à nos enfants un monde enfin débarrassé des dangers du nucléaire civil et militaire. Si nous luttons au quotidien contre l'industrie nucléaire, bien sûr c'est aussi pour ouvrir la voie aux alternatives ! Sortir du nucléaire, c'est un véritable projet de société. Et c'est avec votre soutien que nous le construisons.

Créé en 2011 à l'initiative du Réseau, le Fonds de dotation "Pour un futur sans nucléaire" a pour mission de soutenir les initiatives favorisant la sortie du nucléaire et les alternatives énergétiques. Sa particularité : recevoir des legs, des assurances-vie ou simplement des dons et donations.



© JMB - Photothèque Rouge

Pour en savoir plus sur ce fonds destiné à soutenir l'action antinucléaire, vous pouvez contacter Baptiste Coll au 04 82 53 38 58 ou par courriel à l'adresse : fonds-dotation@sortirdunucleaire.fr

Victoire des bloqueurs d'uranium à Narbonne !

Nous vous en parlions dans notre dernière revue. Le 12 septembre 2013, 40 personnes du collectif STOP-Uranium bloquaient un camion de tétrafluorure d'uranium à proximité de l'usine Areva-Comurhex Malvési, près de Narbonne. Cette action non-violente de désobéissance civile visait à dénoncer les risques liés aux convois radioactifs qui sillonnent la région. Suite à l'action, seule une militante – la conductrice de la fourgonnette qui avait stoppé le camion – a été arrêtée et inculpée, risquant deux ans d'emprisonnement et 4500 euros d'amende. Retour sur le procès des bloqueurs d'uranium.

Ce matin du 20 février, au tribunal de Narbonne, c'est une audience un peu particulière qui se jouait, puisque 22 personnes avaient demandé à comparaître volontairement pour dénoncer l'inculpation arbitraire d'une seule militante et pour affirmer le caractère collectif et politique de leur action. Le jugement, qui devait se tenir le 7 janvier 2014, a été repoussé au 20 février, la juge ayant demandé le renvoi du procès pour tenir compte de ces comparutions.

S'ouvrent ensuite les débats sur le fond. Le juge appelle Terry à la barre, puis les témoins qui reviennent sur les raisons de cette action : dénoncer les risques des transports radioactifs, ainsi que la culture du secret entourant l'industrie nucléaire. Les trois témoignages mettent également l'accent sur les incohérences entre les normes en matière de transports radioactifs et les normes de protection du public, ainsi que sur les dangers des rayonnements.

Le procureur prend ensuite la parole. Et contre toute attente, estime que la poursuite sur un délit routier aurait dû être évitée compte tenu du contexte et affirme penser que l'action de militants peut faire évoluer la société. Il demande alors la reconnaissance de la culpabilité de Terry, mais la dispense de peine, reconnaissant implicitement le bien-fondé de l'action de STOP-Uranium.

Et l'avocat du collectif de conclure en demandant la relaxe. L'état de nécessité qui a conduit à l'organisation de ce blocage - le danger du nucléaire étant bien supérieur à l'infraction commise.

Terry sera finalement reconnue coupable d'entrave à la circulation, mais dispensée de peine. Elle devra s'acquitter de sanctions administratives entraînées de plein droit par la commission de cette infraction : une amende forfaitaire de 70 euros pour l'atteinte au code de la route et un retrait de points sur le permis de conduire.

Si le rejet de la demande de comparution volontaire et de la demande de relaxe sont à déplorer, une telle dispense de peine est suffisamment rare pour être soulignée, car elle revient à reconnaître le caractère légitime de l'action du collectif.

Et les militants à leur sortie du tribunal de déclarer : "c'est une grande victoire pour le mouvement antinucléaire qui vient de se jouer. Nous sommes toutes et tous des bloqueur-ses d'uranium, et nous comptons bien continuer !".

Retrouvez le suivi du procès : www.sortirdunucleaire.org/proces-bloqueurs-20-fevrier

Laura Hameaux



© Réseau Sortir du nucléaire

Dès 8h, des groupes se pressent devant le tribunal, équipés de banderoles et drapeaux. Ils sont des dizaines à être venus soutenir Terry, auxquels s'ajoutent les 8 500 personnes qui ont signé en solidarité l'appel "Nous sommes tout-e-s des bloqueur-ses d'uranium". Les interventions se succèdent au micro, on répond à quelques interviews, puis tout le monde entre dans le tribunal. La salle d'audience est comble et le juge choisit d'évacuer en premier les affaires de "droit commun". L'audience commence peu après 10h. Elle se déroulera en deux temps. Le juge statue tout d'abord sur la demande de comparution volontaire avant de juger du fond. Premier verdict : la demande des 22 personnes à comparaître volontairement est rejetée.

Transports radioactifs : un trafic de grande ampleur

Lorsque nous avons lancé, il y a un an, la campagne "Nucléaire : de la mine aux déchets, tout-e-s concerné-e-s", un de nos objectifs était de révéler et de mettre en lumière les dessous de la chaîne du combustible nucléaire. Nous le savions, notre connaissance de la route de l'uranium n'était que parcellaire et il nous fallait enquêter. Nous nous sommes donc penchés sur ces convois radioactifs qui traversent chaque jour, dans le plus grand secret, les routes et voies ferrées de l'Hexagone.

Chaque année, en France, ce sont ainsi 11 000 transports qui sont réalisés pour les besoins de l'industrie nucléaire civile par le train, par camion ou par bateau. Entre les usines de combustibles, les 58 réacteurs et les centres de stockage ou d'entreposage, ces convois quotidiens tissent une toile radioactive qui n'épargne aucune région française. Le trafic auquel se livre l'industrie nucléaire que nous avons découvert est sans commune mesure avec ce que nous avons pu imaginer au début de notre enquête. Mais ces transports se sont tant développés et sont si réguliers et si nombreux, qu'ils en deviennent une faille dans le système nucléaire.

Le long périple de l'uranium

Avant même d'être utilisé dans les réacteurs, l'uranium va être transformé cinq fois et transporté six fois, d'un site nucléaire à l'autre.

Ce minerai est extrait dans des mines à l'autre bout de la planète. Il y subit sur place une première série de transformations pour devenir une pâte jaune : le fameux yellowcake. Au sortir de la mine, il est tout d'abord transporté jusqu'au port le plus proche. Au Niger par exemple, ces transports se font par la route à travers le Sahel, empruntant des chemins de terre et de sable pour rejoindre le port de Lomé ou Cotonou, et sont réalisés dans des conditions de sûreté et de sécurité déplorables. Il n'est pas rare d'y croiser par exemple de simples voyageurs assis sur des fûts de concentrés uranifères. L'uranium est ensuite chargé dans des bateaux à destination de la France et de l'Allemagne. Arrivé au Havre, à Hambourg ou à Bremerhaven, il est acheminé par train ou par route, selon sa provenance, vers l'usine Areva-Comurhex Malvési près de Narbonne. On estime ces transports terrestres à 110 par an¹.

Après une deuxième série de manipulations, qui entraînent leur lot de pollutions et contaminations radioactives et chimiques, l'uranium, sous forme d'UF₄, quitte l'usine de Malvési pour rejoindre l'usine Areva-Comurhex de Pierrelatte (Drôme). La mise en place d'une vigie nous a permis de découvrir que chaque jour, ce sont trois à cinq camions qui empruntent l'A9 et l'A7.

Après transformation en UF₆, une partie est expédiée hors de France, en Allemagne par exemple,

le reste est enrichi. L'uranium part ensuite, d'abord par train, puis par camion, pour l'usine FBFC à Romans-sur-Isère. 200 à 300 conteneurs chargés d'uranium enrichi traversent ainsi le département chaque année.



© Collectif Traque aux CASTORS

Une fois conditionné sous forme de barres (ou crayons), le combustible nucléaire est envoyé vers les 19 centrales nucléaires françaises dans des camions spéciaux. Ces transports sont estimés à environ 300 par an.

Au sortir des réacteurs, et après un entreposage de plusieurs mois dans des piscines, les déchets, appelé par l'industrie "combustibles usés", sont expédiés par le train à l'usine AREVA de La Hague (Manche), dans des conteneurs appelés "CASTOR". Les Pays-Bas, l'Italie, l'Allemagne... y envoient ou y ont aussi envoyé du combustible usé. On dénombre environ 200 transports de ce type par an, dont une dizaine en provenance de l'étranger. Si peu de régions sont épargnées par ces convois, certaines sont de véritables corridors du transport de déchets. C'est par exemple le cas de la vallée du Rhône, de l'Île-de-France et de la Normandie.



© BI Kiel

Convoi de déchets sur le triage de Drancy le 8 janvier 2013.

Notes :

1 : Réponse de l'ASN Caen, du 22 juillet 2013, à la question adressée par le Réseau, dans laquelle on apprend que l'ASN ne connaît pas le nombre exact de ces convois et la quantité de matière transportée, ces transports n'étant pas soumis à autorisation préalable. Il en va de même pour tous les transports d'uranium avant enrichissement et les transports de déchets dit de faible activité, pour lesquels il n'y a pas de contrôle a priori. Les exploitants sont donc à la fois contrôleurs et contrôlés.

Le navire "Sheksna", sur le canal de Kiel, avec à son bord du yellowcake à destination de la France.

Notes :

2 : INB n899, mise en service en 1978.

Après "retraitement", certains déchets restent sur place (les déchets vitrifiés français et une partie du plutonium). Les déchets traités et vitrifiés étrangers, eux, sont renvoyés dans les pays qui les ont produits. L'uranium issu du retraitement reprend lui aussi la route, ainsi qu'une partie du plutonium. Chaque semaine, deux ou trois convois de cette substance extrêmement toxique traversent la France, partant de La Hague pour rejoindre l'installation MELOX, dans le Gard. Là-bas, elle entrera dans la composition du combustible MOX. Une trentaine de transports de MOX seront ensuite réalisés chaque année vers les centrales autorisées à fonctionner avec ce combustible. Des déchets dits de "faible activité" sillonnent également la France quotidiennement pour rejoindre les centres d'entreposage de Soulaïnes et Morvilliers. Quatre à cinq camions quittent ainsi chaque jour La Hague pour l'Est de la France.

France-Allemagne : plaque tournante du trafic de matières radioactives

En nouant des liens étroits avec les réseaux allemands, nous avons pu approfondir notre connaissance des transports entre l'Allemagne et la France, dont la fréquence dépasse largement les quelques convois de déchets très médiatisés des dernières années. Et si l'Allemagne a décidé de sortir du nucléaire, elle n'en poursuit pas moins son trafic de matières radioactives avec la France.

Les ports allemands reçoivent régulièrement du yellowcake français

Le port du Havre avait été clairement identifié comme le point d'arrivée du yellowcake français. Ce que nous ne savions pas, c'est que de l'uranium est régulièrement acheminé en France via les ports de Hambourg et de Bremerhaven. Le 7 septembre 2013, 125 tonnes venant de Namibie sont ainsi arrivées à Hambourg, à bord du navire "Grey Fox". Le 25 septembre 2013, le "Sheksna" déchargeait 130 tonnes en provenance de Saint-Petersbourg.



De la Suède à la France, en passant par l'Allemagne

Autre découverte d'importance : la France n'utilise pas que du combustible fabriqué sur son territoire. Une partie du combustible neuf à destination des centrales françaises provient de l'entreprise Vasteras, implantée en Suède. En 2013, des dizaines de transports de ce type ont été réalisés vers la France, en passant par l'Allemagne. Une fois

arrivées dans les ports allemands, les barres de combustible sont acheminées par camion, soit directement vers les sites des centrales, soit vers le Magasin Inter-Régional de stockage du combustible neuf (MIR) de Chinon².

La base logistique de Void-Vacon : carrefour radioactif du nord de l'Europe

En 2010, Areva inaugurait une plateforme logistique à Void-Vacon, dans la Meuse. Officiellement prévue comme base de transit de pièces neuves pour les chantiers de Georges Besse II et ITER, elle sert en réalité de plaque tournante du trafic de matières radioactives entre la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. Naturellement, Areva s'est bien gardée de le mentionner dans ses documents officiels et il nous a fallu nous armer de patience pour obtenir des informations précises. De courriers à l'exploitant et à l'ASN, en vigies et actions à proximité du site, le Réseau et les collectifs locaux ont pu établir que, chaque semaine, 10 à 15 camions de différentes matières (UF6 dit "appauvri", UF6 dit "naturel", oxyde d'uranium et combustible neuf) au minimum passaient par cette base.



Les transports radioactifs : talon d'Achille du nucléaire

Ainsi, le système nucléaire, de l'extraction de l'uranium au "traitement" des déchets, engendre de nombreux transports à haut risque. Quotidiens et bien souvent réguliers, pour certains absolument pas surveillés, ils sont aussi une faille dans ce système. S'y opposer, c'est donc mettre des bâtons dans les rouages de l'industrie nucléaire. Mais pour s'y attaquer, il faut les surveiller. C'est pourquoi nous recherchons des vigies partout en France.

Laura Hameaux

Ci-contre : Une remorque destinée à transporter de l'UF6 sur la base logistique de Void-Vacon.

Un train chargé d'uranium enrichi arrive en gare de Romans-sur-Isère, avant d'être chargé sur des camions pour rejoindre la FBFC.

© ORIFRAN

© Réseau "Sortir du nucléaire"

Pour rejoindre notre équipe de vigies, envoyez un mail à laura.hameaux@sortirdunucleaire.fr

Cette année, nous recherchons en particulier des vigies sur :

- ◆ l'axe ferroviaire Woippy – Dijon – Lyon – Valence – Narbonne
- ◆ l'axe routier Metz – Void-Vacon – Dijon – Lyon – Valence Montélimar

CIGÉO : enterrons le projet d'enfouissement !

Le fiasco d'un "débat public" vidé de son sens

Le 15 mai 2013, la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) lançait un "débat public" sur le projet d'enfouissement des déchets les plus radioactifs, le projet CIGÉO. Grâce à la mobilisation des opposants, aucune session publique n'a été maintenue et la CPDP¹ a dû se retrancher derrière un forum internet et une "conférence de citoyens" pour satisfaire au cadre officiel.

Le 30 janvier, l'IRSN se positionnait en faveur d'un "desserrement" du calendrier du projet. Le 3 février, les 17 personnes réunies en "conférence de citoyens" que l'ANDRA pensait suffisamment naïves pour accepter sans rechigner ce projet fou, ont rendu un avis demandant son report. Le 12 février, lors du bilan du débat, des éléments ont été mis sur la table, dénoncés par de nombreux opposants². La CPDP a également pris acte de plusieurs irrégularités, notamment le fait que l'ANDRA ait passé des marchés publics pendant le débat comme si tout était déjà décidé. Mais, raison d'État oblige, la CPDP ne fait que préconiser un simple report du projet et la mise en place d'une phase pilote. La contestation a été entendue, intégrée, mais la conclusion qui aurait dû être tirée - l'abandon du projet - n'est évidemment pas à l'ordre du jour !

Dernier fait marquant, au sein même de la commission, certains membres se sont désolidarisés du compte rendu car leur position, qui diverge de celle du président Bernet, n'apparaissait pas dans les conclusions.

Bref, un véritable fiasco !



"Report de calendrier" : une manœuvre pour gagner du temps

Ces demandes de report du calendrier ne sont finalement pas une surprise. Et pour cause ! Malgré les efforts de communication de l'ANDRA, les arguments et les actions des opposants finissent par porter dans l'opinion et par déstabiliser les pouvoirs publics qui n'ont d'autre choix que d'adapter leur discours.



Le projet d'enfouissement des déchets les plus radioactifs et dangereux est tellement fou qu'il en est inconcevable. Le dossier qui a été mis en "débat" était creux ; pas de coûts précis, pas de liste des matières et quantités de déchets qui y seraient stockés, aucune analyse des impacts radiologiques, pas de schéma de transports pour acheminer les déchets pendant 100 ans et un projet présenté comme évolutif.

Les demandes de revoir le calendrier sont symptomatiques du flou total qui entoure ce projet. Mais ce ne sont pas quelques années de plus qui permettront à l'ANDRA de mieux le définir et de penser l'impensable. Les modifications apportées à la marge ne changeront rien à l'affaire : les risques géologiques, le potentiel géothermique occulté, le problème éthique du fardeau des déchets, tous ces problèmes demeureront. CIGÉO doit tout simplement être annulé !

Le lobby fait main basse sur un territoire

En 2000, le laboratoire de Bure voit le jour, avec la promesse qu'il s'agit juste d'un laboratoire de recherche classique, sans projet de site d'enfouissement. Sur le papier, aucun risque donc de voir la région se nucléariser. En 2006, une nouvelle loi est votée par 19 députés sur 577 - elle est belle la démocratie - confirmant la poursuite des recherches à Bure avec la mise en place d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) qui déverse "légalement" 40 millions d'euros de subventions pour les deux départements. En 2010, on passera à 60 millions d'euros afin de faciliter l'achat des consciences.

Cette manne d'argent provient principalement des producteurs de déchets nucléaires EDF, Areva et le CEA, et a permis un grand "développement" économique de la région. Depuis l'arrivée du laboratoire, on a ainsi vu apparaître de magnifiques bâtiments design et financés par le GIP, tels que le centre d'archives d'EDF en face du labo, qui a reçu un prix d'architecture en 2012, ou encore le centre d'archives d'Areva créé en 2008 sur une commune voisine. C'est bien connu, un centre d'archives, ça emploie beaucoup de monde !

Notes :

1 : CPDP : Commission Particulière du Débat Public

2 : Flou sur l'étendue du projet et ses coûts, risques, incertitudes sur les déchets à stocker et leur conditionnement, controverses autour du potentiel géothermique à l'aplomb du site, critiques émanant des voisins allemands et luxembourgeois, problèmes éthiques évidents...

Notes :

3 : LMC : Lemaréchal Célestin

On trouve également dans les 30 km autour de Bure une plateforme de transport appartenant à LMC³, une filiale d'Areva, où transitent officiellement des pièces pour le réacteur à fusion ITER en chantier et pour l'usine d'enrichissement d'uranium George Besse II, ainsi qu'une plateforme logistique d'EDF où sont stockées des pièces de rechange pour les centrales nucléaires.

À Commercy, le groupe Gorgé, spécialiste en radio-protection nucléaire, reprend les locaux d'une entreprise en difficulté. Les groupes CMI et Kep Technologies, partenaires de la filière nucléaire et/ou de l'armement sont également en cours d'implantation.

Et pendant ce temps, l'ANDRA a déjà acheté plus de 1600 hectares de réserve foncière dont des centaines d'hectares de forêts.

Crise climatique oblige, on saupoudre le tout d'un peu de "greenwashing", avec d'immenses champs d'éoliennes, la construction d'une "écothèque" et la mise en place d'un Observatoire Pérenne de l'Environnement. Plus récemment, c'est un hôtel-restaurant en bardage bois pour cacher le béton derrière qui a ouvert en 2013. Tout dernièrement, enfin, on voit sortir de terre un bâtiment du CEA qui accueillera le projet Syndièse qui vise à expérimenter une filière de production d'agrocultures.



© xxx

d'une mise sous perfusion. En Meuse et Haute-Marne, petit à petit le nucléaire fait son nid, histoire que le projet CIGÉO passe comme une lettre à la poste !

Sur le terrain, la lutte continue et s'organise !

Pendant la tenue sur internet du débat public et malgré l'annulation des réunions publiques, les militants, fort de la mise en échec du débat, ont continué à se mobiliser : présence lors de réunions locales des nucléocrates, actions contre la plateforme de Void-Vacon, blocage d'un symposium destiné à décortiquer les raisons de l'échec du débat, perturbation du vernissage de l'exposition de l'ANDRA au Palais de la Découverte à Paris, action au ministère de l'Ecologie lors de la conférence de presse de clôture du débat...

Depuis plusieurs mois, la lutte à Bure prend également un nouvel essor et s'organise. En août dernier, une assemblée "Grand tEst" a été mise en place. Celle-ci vient renforcer les collectifs locaux historiques et s'est donné pour objectif d'amplifier la résistance contre CIGÉO et de lui donner une résonance nationale, tout en inscrivant cette lutte dans le mouvement actuel de convergence des luttes. Une campagne d'action décentralisée d'un an, "Bure 365", est en préparation, ainsi qu'un info-tour pour faire connaître Bure et présenter cette campagne.

S'opposer à CIGÉO et faire annuler ce projet, c'est couper l'herbe sous le pied à une industrie en déclin qui ne demande qu'à cacher ses déchets pour pouvoir continuer son activité. Dans les mois et années qui viennent, Bure devra faire l'objet de toute notre attention, qu'on se le dise !

Michel et Michèle



© France TV info

Ça, c'est la partie émergée de l'iceberg : de l'emploi, de l'argent mais pas de radioactivité ! Pourtant, il y a peu, les recherches des opposants ont permis de mettre en lumière que de nombreux convois radioactifs passent par Void-Vacon. Bien sûr les riverains n'ont pas été informés de ces passages de camions d'uranium à quelques mètres de l'école maternelle. De même, il se dit dans l'Est que la plateforme logistique d'EDF, équipée de murs en plomb, reçoit elle aussi en secret des colis marqués de trèfles radioactifs.

Toutes ces implantations se font bien sûr dans le cadre d'un "accompagnement économique" : EDF, Areva et le CEA financent le GIP qui finance EDF, Areva, le CEA... La boucle est bouclée. Cette stratégie rappelle étrangement celle qui a prévalu dans le Cotentin dans les années 1960-70 : implanter une mono-industrie et rendre tout un territoire dépendant

Vous souhaitez accueillir l'info-tour et participer à la campagne Bure 365 :

nocigeo@riseup.net

Blog de l'assemblée antinucléaire de Bure :
nocigeo.noblogs.org/

Site Bure-Stop : burestop.free.fr

Site de BZL : burezoneblog.over-blog.com

Bure Haleurs :

la bonne humeur contre Bure

Rencontre à Colmar, autour d'un repas, d'un verre de vin et de Faucheurs Volontaires en procès à Colmar pour une action à l'INRA en 2010. Les Bure Haleurs, un groupe musical antinucléaire qui propage le débat sur le projet CIGÉO d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure, sont venus les soutenir alors que la veille ils étaient à Strasbourg pour une soirée antinucléaire.

Le groupe s'est constitué un peu par hasard, lors d'une rencontre au cours d'une fête, alors que Piot Pépère organisait le premier "halage du débat" sur le projet d'enfouissement de déchets radioactifs à Bure, et comptait partir seul, en décembre 2012, avec son vélo et sa charrette, à la rencontre des habitants le long de la Marne. Son idée, haler l'information et faire avancer le débat en sortant des sentiers maintes fois rabattus par les militants. Pour interpeller une population non concernée, rien de mieux que quelques chansons acoustiques, de l'amour, de l'humour et orchestrer avec ce qu'il y a de mieux chez chacun, pense-t-il alors. Ce qui séduit immédiatement David et Achille qui décident de l'accompagner et de créer les Bure Haleurs. Pour le choix du nom, une seule contrainte, que le nom de Bure y figure.

David, Achille et Piot Pépère n'en sont pas à leur coup d'essai musical. Achille à lui tout seul a participé à une douzaine de groupes, jazz, folk ou rock, dont Stop Bure Brothers n' Sista, quand David écrivait le titre "Pas de déchets à Bure", en 2003, alors qu'il jouait avec un groupe de reggae.

Depuis la formation du groupe, des musiciens et des amis se joignant au noyau dur au gré des concerts, selon les rencontres, ils écumant les manifestations en soutien à de nombreuses luttes, dont le nucléaire et le projet d'enfouissement des déchets à Bure. Les thématiques de leurs chansons abordent la nature, la consommation excessive, l'humain et l'animal, la justice et la paix.

Un album 12 titres a été enregistré début 2014, pour faire chanter dans les chaumières et porter à l'ouïe du plus grand nombre leurs textes engagés, qu'ils écrivent l'un ou l'autre selon l'inspiration du moment. Il faut dire que les compères ne se quittent plus. Piot et David habitent ensemble, en pleine nature, dans une démarche de décroissance et d'autonomie. Et Achille n'est jamais très loin, avec son accordéon ou son cajón, une percussion originaire du Pérou.

Tout le monde peut trouver sa place, il n'y a pas de vedettes, et, en 2013, les Bure Haleurs ont participé à plus de 80 interventions musicales, sur des places de village ou en festivals. Mais chaque rencontre n'est pas des plus amicales comme en témoigne la réaction du maire de Gondrecourt-le-Château (55). Les Bure-Haleurs furent, ni plus ni moins, expulsés jusqu'aux limites de la commune par la police municipale, appelée par le maire, d'un bistrot voisin. Ou encore, la commune de Pargny-sur-



© Bure Haleurs

Saulx (51) ne leur souhaite pas la bienvenue non plus, surtout si c'est pour parler du dépotoir radioactif acquis pour un euro par la municipalité, en faisant la première commune propriétaire d'un site d'enfouissement.

Mais peu importe à ces nouveaux ménestrels la rudesse de la route et de certains accueils, leur détermination est plus importante que ces quelques ennuis de parcours. Toujours prêts et déterminés, depuis mars 2014, ils préparent, avec entrain, le troisième halage du débat, qui cette année coïncide avec le centenaire de la Victoire de la Marne.

Jocelyn Peyret

Le grand déb'hallage

Le halage du débat roulera du 13 au 20 juillet 2014, de Bure à Paris, en empruntant les anciens chemins de halage. Il s'agira de fédérer le plus grand nombre, d'inviter la partie adverse à s'exprimer et de rencontrer en chantant les habitants des villages traversés. À vélo, le parcours suivra la Vallée de la Marne, le cours naturel de l'eau consommée à Paris et polluée... à Bure ! La dernière étape partira de Meaux, après un passage au Fort de Vaujours (77) confronté à une forte contamination radioactive, et ne comptera qu'une dizaine de kilomètres, avant l'arrivée au Trocadéro à Paris.

Informations et contact : <http://lehalagedudebat.wordpress.com/>

Vite, des infos !

Des nouvelles de la maison de Bure



© Réseau "Sortir du nucléaire"

Devant la Maison de Bure lors du lancement du "débat public"...

La maison de la résistance souhaite ouvrir le plus rapidement possible sa salle multi-activités, pour pouvoir y accueillir de manière officielle des discussions, expositions, concerts et réunions.

Pour le moment, 95 % des travaux ont été faits par des bénévoles : on continue sur cette lancée !

Nous avons désormais une belle stabulation où élever des antinucléaires de toutes variétés clin d'oeil Cette salle, nous sert déjà couramment, même sans être vraiment terminée.

Nous réitérons nos remerciements à tous ceux qui, depuis 2009, ont donné un jour ou un mois pour passer un coup de serpillère, tirer une gaine électrique, pousser une brouette, donner un coup de pinceau ou simplement posté un chèque. Nous devons à la dernière folle équipe d'avoir maintenant le chauffage au sol, totalement renouvelables : bois bûche/solaire.

Mais le "THE END" n'est pas pour tout de suite. Il reste à y faire de la pose de cloisons, de la peinture, du carrelage, installer des sanitaires attenants à la salle, fabriquer une rampe d'accès handicapé... et continuer le jardin ! Nous posons donc des collets à bénévoles tout au long de l'année.

Les chantiers auront lieu pendant le printemps et l'été. Les dates précises ne sont pas encore fixées. Mais comme il y a toujours des choses à faire à la maison, téléphonez-nous pour nous dire quand vous êtes disponible, et on voit ce qu'on peut faire. Si on cale des dates de chantiers fixes d'ici là, les dates seront communiquées sur l'agenda du Réseau (www.sortirdunucleaire.org/Agenda).

Infos :

www.sortirdunucleaire.org/Bure-Maison-de-resistance

Partout en France, du 6 au 9 août, agissons contre le nucléaire militaire

Du 6 au 9 août, entre les dates commémorant les bombardements des villes de Hiroshima et Nagasaki, le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle à organiser des actions contre le nucléaire militaire.

Depuis trois ans, un "jeûne-action" est organisé à Paris. En 2013, cette action a rassemblé plus d'une centaine de jeûneurs et d'activistes, jeûneurs et non-jeûneurs, pour exiger l'abolition des armes nucléaires. Cette année encore, mobilisons-nous afin de rappeler que le nucléaire civil s'est développé grâce aux technologies militaires : nucléaire civil et nucléaire militaire sont inséparables. Si vous souhaitez participer au jeûne en 2014, contactez-nous : www.vigilancehiroshimanagasaki.com / maisondevigilance@orange.fr / 06 32 71 69 90.

La France possède le troisième arsenal du monde avec 300 bombes nucléaires chacune d'une puissance 10 fois supérieure à celle d'Hiroshima. Cette industrie génère des transports incessants, notamment de plutonium, qui tombent sous le secret-défense et mettent en danger les populations. Prétendre que la bombe atomique est garante de la paix est un mensonge destiné à protéger des intérêts industriels et des volontés de pouvoirs politiques. Par erreur, par accident ou par folie une explosion de bombe nucléaire est possible à tout moment. L'état d'urgence actuel est le même que pendant la guerre froide : un tir peut être décidé en quelques minutes. Les conséquences humanitaires et environnementales qu'aurait l'explosion d'une seule bombe sont dénoncées par la Croix rouge et le Croissant rouge qui demandent l'interdiction des armes nucléaires.

Exigeons l'abolition des armes nucléaires, mobilisons-nous partout en France du 6 au 9 août 2014 !

Victoire : relaxes en série pour les militant-e-s

Le 14 avril 2014, la militante anti-THT Annick Philippe a été relaxée. Lors de sa garde à vue, après une manifestation où un pylône avait été dégradé, elle avait refusé un prélèvement ADN. Le tribunal de Mans lui a donné raison.

Le 23 janvier 2014, trois militants opposés à la ligne THT s'étaient retrouvés devant le tribunal de Laval pour avoir refusé lors d'une audition pour de simples soupçons, leurs inscriptions au FNAEG (fichier national automatisé des empreintes génétiques) ainsi que leurs relevés anthropométriques (empreintes digitales et photos). Ils se sont vus relaxés sans autres précisions par ce même tribunal.

Un comble : malgré les 40 000 clichés pris par les gendarmes présents sur place, aucun élément à charge n'a pu être retenu contre les accusés concernant les faits de dégradation et d'opposition à un chantier public pour lesquels ils avaient été convoqués, l'un d'eux n'étant même pas présent sur les lieux le jour des faits.

Par ces poursuites, le lobby électrico-nucléaire cherche par moyens détournés à faire taire les opposants anti-nucléaire et anti-THT en les accusant de n'importe quoi pourvu qu'ils soient identifiés comme "délinquants".

Ces deux relaxes s'inscrivent dans la continuité des précédentes, obtenues pour des refus d'empreintes digitales ou de prélèvement ADN (5 juin, 3 juillet et 9 décembre 2013 à Caen ; 25 juillet 2013 à Rennes).

Sources : Stop-THT / Ouest-France

Contact :

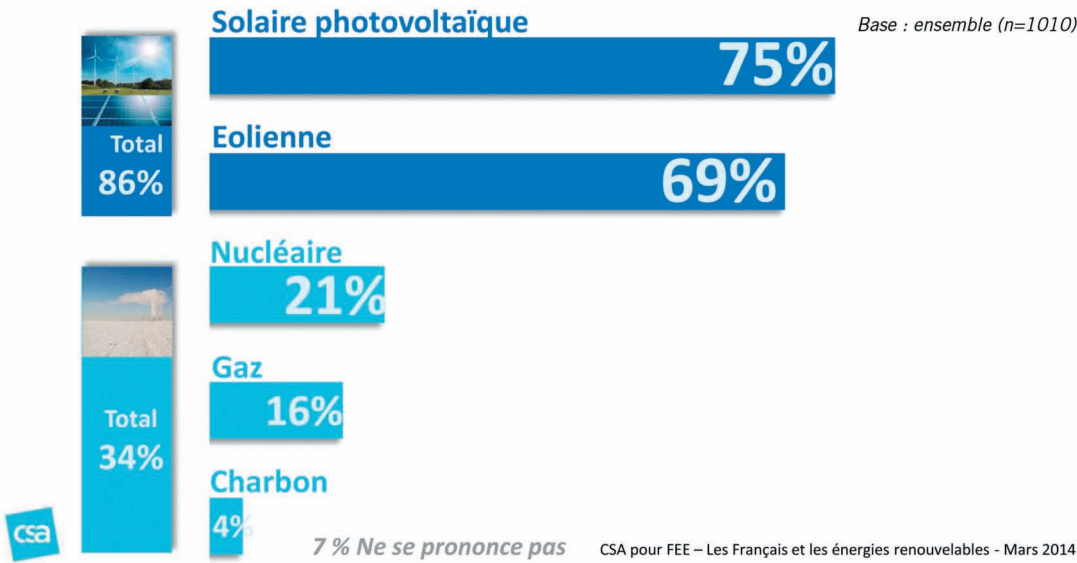
leherissonvengeur@gmail.com
Tél : 03 29 45 41 77
(Demandez les habitants permanents de la maison !)



DR

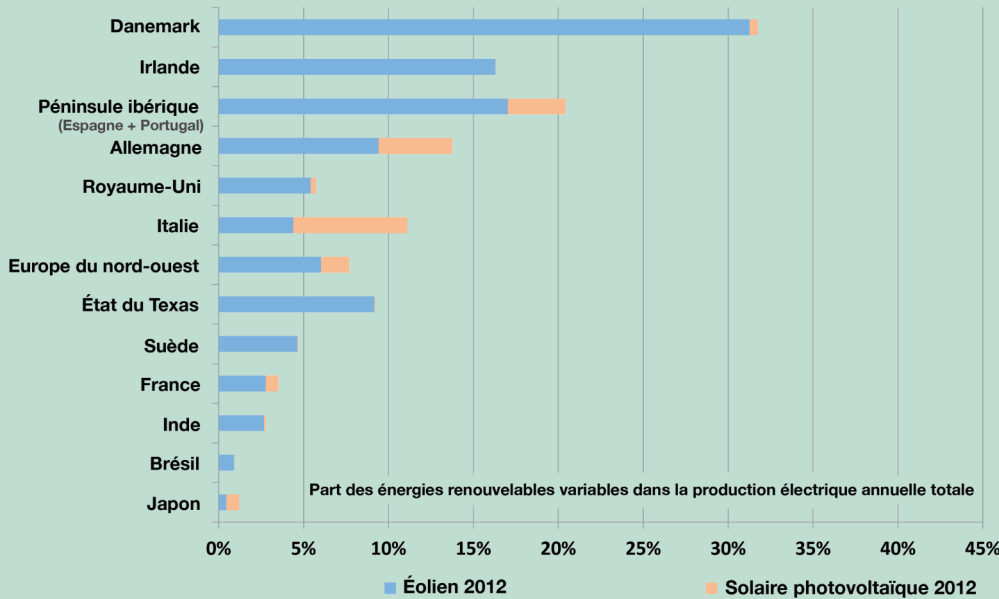
Y'a pas photo !

Extrait d'un sondage CSA pour France Énergie Éolienne : Si cela s'avérait nécessaire, parmi les centrales électriques possibles, quelles sont les deux types de centrales que vous souhaiteriez voir construite en priorité dans votre département ? (2 réponses obligatoires.)



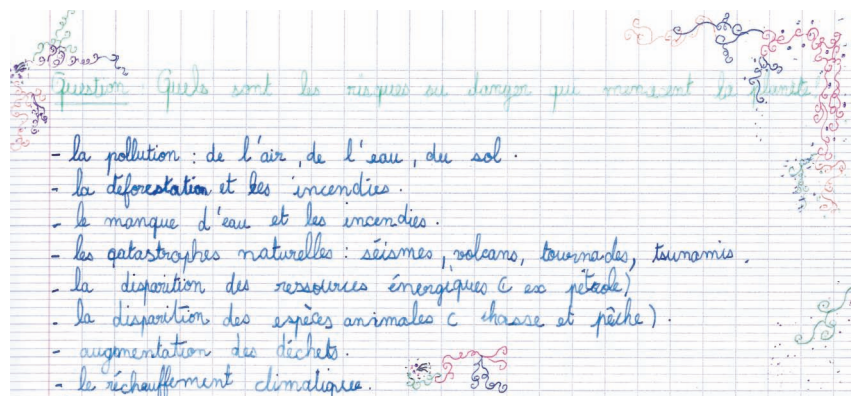
La France, mauvais élève européen des énergies renouvelables

Proportion d'énergies renouvelables variables dans le mix électrique



Anecdote révélatrice : le nucléaire (pas) à l'école...

Jean-François, lecteur de la revue, nous a rapporté cette désolante anecdote, révélatrice de l'emprise de la propagande d'EDF en milieu scolaire. Sa fille Amandine, 10 ans, en CM2 au Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), devait répondre à la question "Quels sont les risques ou dangers qui menacent la planète?". Jean-François nous écrit : "Fier de ma fille, qui a signalé à la maîtresse qu'elle oubliait le risque nucléaire. Moins fier de la maîtresse, qui n'a pas voulu l'ajouter à la liste..."



Espagne

16 déc. 2012 : fermeture définitive de la centrale de Garona. Il reste 7 réacteurs en activité. Maintien de la sortie du nucléaire.

Portugal

29 fév. 2012 : le gouvernement annonce que le pays sera 100 % renouvelable en 2020.

Italie

9 juin 2011 : le Vatican "condamne une technique toute-puissante non maîtrisée".
13 juin 2011 : 94,3 % des Italiens votent pour le maintien de l'interdiction de l'énergie nucléaire adoptée en 1987.

Québec

28 déc. 2012 : arrêt du seul réacteur.

Etats-Unis

17 janv. 2012 : EDF renonce à ses projets dans le pays.
9 fév. 2012 : autorisation de construction d'un réacteur accordé à Toshiba, une première depuis 1978.
12 juillet 2012 : arrêt définitif de la centrale de San Onofre (Californie).
11 juin 2013 : fermeture de deux réacteurs, un en Floride, l'autre dans le Wisconsin.

Mexique

2 novembre 2011 : abandon du programme.

Brésil

16 sept. 2013 : suspension du programme (4 réacteurs en projet).

Chili

10 mai 2011 : le gouvernement renonce à son programme.

Argentine

9 avril 2012 : lancement d'un programme de recherche pour des réacteurs de petite taille (25 à 30 MW).

Suisse

25 mai 2011 : décision de sortie du nucléaire.

France

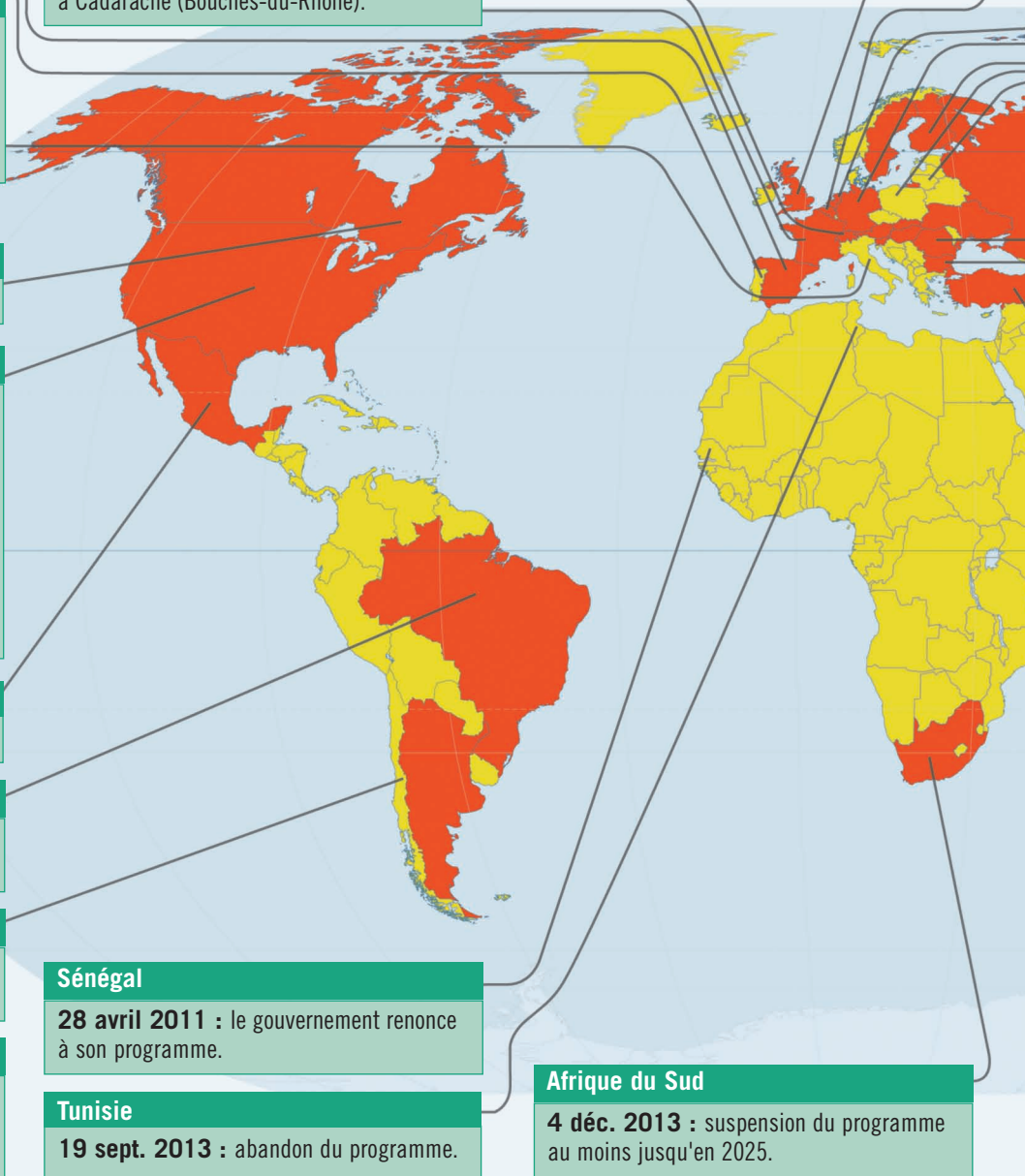
Aucune modification de la politique française. Nombreux voyages à l'étranger pour essayer de convaincre d'autres pays de poursuivre leur programme.
11 nov. 2012 : décret de création d'ITER, réacteur expérimental de fusion nucléaire, à Cadarache (Bouches-du-Rhône).

Belgique

28 oct. 2011 : maintien du plan de sortie du nucléaire d'ici 2025.

Grande-Bretagne

12 oct. 2011 : annonce du maintien du programme.
7 mars 2012 : l'Ecosse annonce qu'elle sera 100 % renouvelable en 2020.



Sénégal

28 avril 2011 : le gouvernement renonce à son programme.

Tunisie

19 sept. 2013 : abandon du programme.

Afrique du Sud

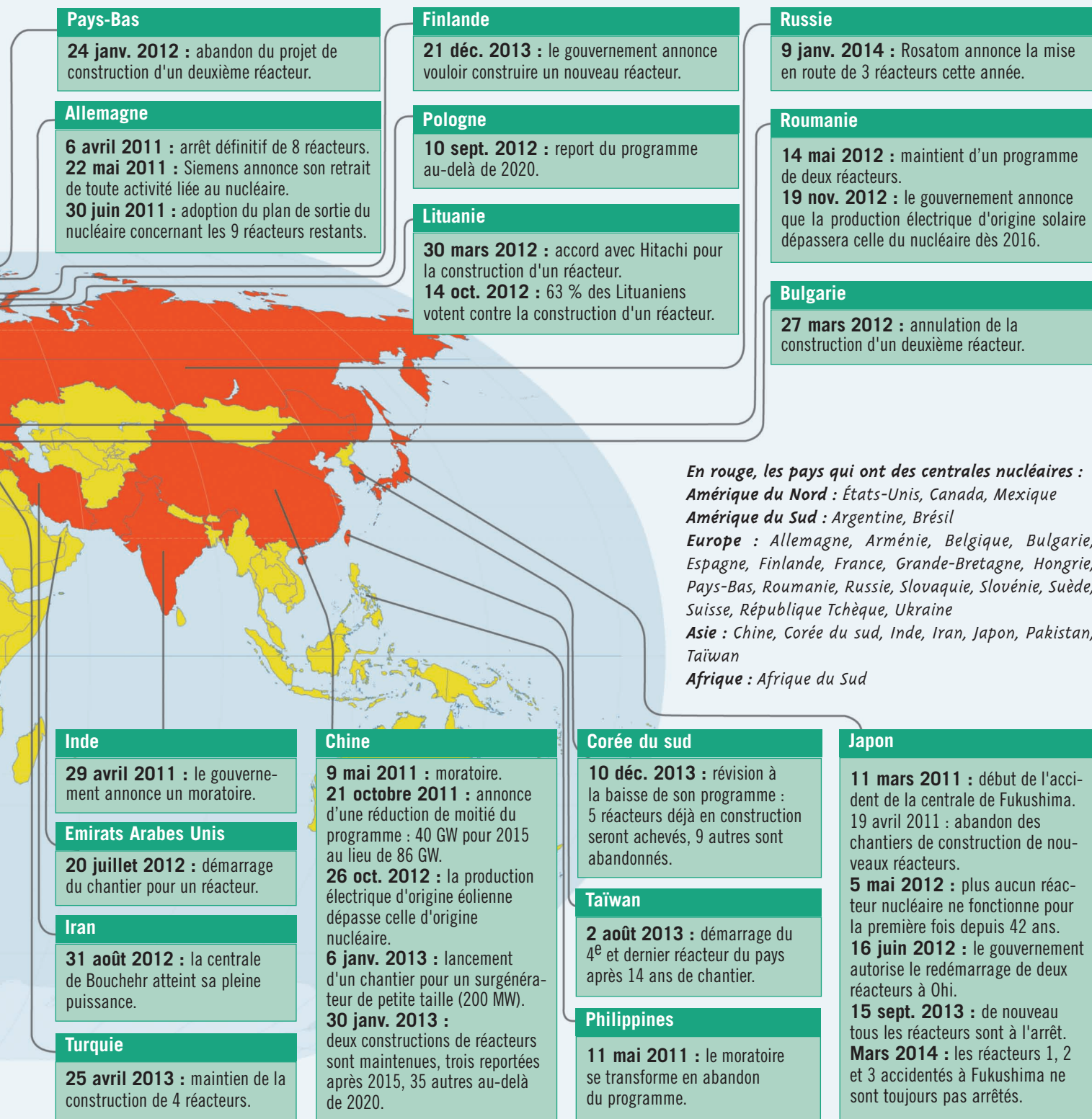
4 déc. 2013 : suspension du programme au moins jusqu'en 2025.

L'agonie du nucléaire

Trois ans après le début de l'accident nucléaire de Fukushima, le déclin du nucléaire s'accélère. Retour sur trois ans de décisions politiques dans le monde

En partenariat avec la revue écologiste Silence.

Abonnez-vous à Silence ou à sa newsletter sur www.revuesilence.net



Au fil des mois qui passent, on pourrait croire en lisant par exemple Le Figaro ou Les Echos (qui citent le plus souvent EDF et Areva) que le nucléaire redresse la tête. Qu'en est-il réellement ? Il faut se rappeler déjà qu'il n'existe des centrales nucléaires que dans une trentaine de pays dans le monde. Même dans l'Union Européenne, le nucléaire n'est présent que dans 14 Etats sur 28. Depuis l'accident de Tchernobyl en 1986, le nucléaire connaissait une stagnation. Depuis le début de la catastrophe de Fukushima, il y a trois ans, les décisions politiques se multiplient dans le sens d'un abandon de cette énergie. Bien sûr, il reste quelques poches de résistance mais dans l'ensemble, c'est le désengagement. Voici un rappel des principales décisions politiques de ces trois dernières années.

Michel Bernard

L'éolien est devenu en 2013 la première source d'électricité en Espagne avec 21,1 % de la production, devant le nucléaire (21 %). En France, un installateur de parc photoélectrique annonce, fin 2013, un prix du kWh au niveau de celui du nucléaire. Le prix de l'éolien est en baisse régulière, celui des photopiles en baisse très rapide. Le Japon est devenu, en 2013, le 2^e plus gros constructeur de centrales solaires derrière la Chine. Economiquement, plus rien ne justifie le nucléaire. Les pays qui veulent maintenir un programme sont principalement la Russie, la France et la Grande-Bretagne. Est-ce un hasard si ce sont trois pays ayant développé des armes nucléaires ?

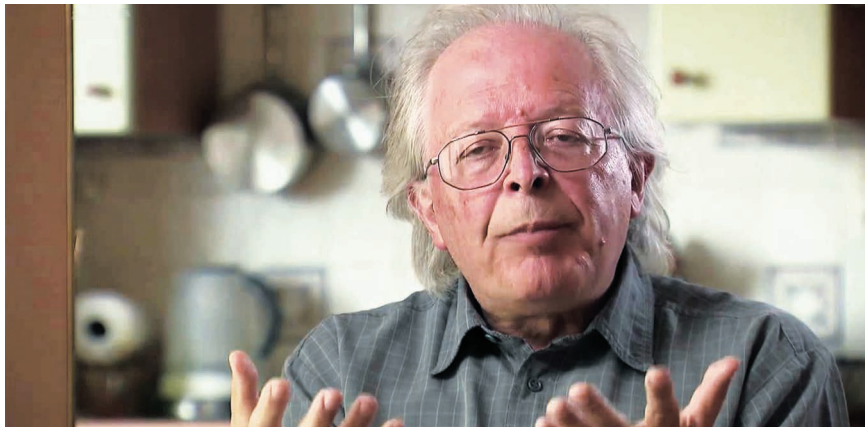
Sécurité des travailleurs : un médecin du travail témoigne

Médecin du travail à la centrale nucléaire de Chinon pendant 30 ans, Dominique Huez est également cofondateur de l'association "Santé et médecine du travail" et auteur de plusieurs ouvrages sur la psychopathologie du travail, l'épidémiologie et la toxicologie industrielle. Récemment attaqué par une société de sous-traitance qui a demandé sa condamnation auprès de l'Ordre des Médecins, il revient sur les difficultés des conditions de travail en centrale nucléaire et sur cette condamnation absurde.

Q : Quelles sont les particularités des normes qui s'appliquent aux travailleurs du nucléaire ?

Le nucléaire et l'amiante font partie des rares normes dont le dépassement constitue un délit pénal. Mais la norme sur l'amiante a été divisée par dix suite à différents scandales, alors que celle du nucléaire n'a pas bougé. Avec la nouvelle norme sur l'amiante, le taux de sur-risque de cancer est de 0,4 ‰ ; avec le nucléaire, il est 10 à 30 fois supérieur à cela.

être en contact avec des poussières de béton, silicogènes et cancérigènes, mais également avec des fumées métalliques, des particules d'huiles brûlées remises en suspension... Pour confiner les contaminations, l'industrie nucléaire emploie aussi beaucoup de résines dont le durcisseur est puissamment cancérigène. J'ai déjà vu des cancers de la vessie chez des travailleurs d'EDF, dans des proportions qu'on ne voyait qu'au XIX^{ème} siècle ! Il est possible de les employer sans risque, mais cela entraîne un surcoût pour EDF.



© Arte

Médecin du travail de la centrale nucléaire de Chinon, Dominique Huez (désormais retraité) a pu constater les atteintes à la santé des travailleurs du nucléaire.

Par ailleurs, toutes les normes font l'objet d'un dénominateur journalier, voire horaire, sauf le nucléaire, où on se contente d'un compte annuel. Ce qui permet à n'importe quel employeur d'irradier des travailleurs sur un laps de temps donné avec une dose supérieure à ce qu'ils auraient dû recevoir si on avait appliqué un prorata. Et le système de la sous-traitance a dérégulé le rôle de la radioprotection : jusqu'à sa mise en place, les gens ne recevaient pas plus d'un dixième de la norme au cours de leur carrière.

Il existe actuellement un projet de "carnet d'exposition du travailleur", qui compilerait les doses reçues par chacun. C'est individualiser la question en prétendant que c'est aux gens eux-mêmes de se protéger. On nie les causes collectives, sociales et organisationnelles ainsi que la responsabilité des donneurs d'ordres.

Q : Mis à part la radioactivité, quels sont les risques auxquels font face les travailleurs du nucléaire ?

Les risques liés à l'exposition environnementale sont importants ; il est probable que les substances chimiques génèrent des risques de cancer aussi élevés que le nucléaire lui-même. Dans un milieu très confiné et peu ventilé, les travailleurs peuvent

Et bien sûr, les risques organisationnels sont considérables. On est souvent dans des opérations contraintes dans le temps, avec un important volume de travail lié à l'imprévu, mais sans aucun mou dans les différentes phases de la maintenance pour absorber cela. Et à partir du moment où on rentre dans la logique de la sous-traitance, l'aspect économique se met en travers des conditions de travail, fragilisant les collectifs, entraînant une gestion par la peur et mettant à mal la protection des travailleurs. Cela entraîne des psychopathologies potentielles, une usure des travailleurs... On manque de données sur la mortalité liée à l'organisation du travail, mais elle est sûrement plus importante qu'on ne croit. Les économies avec lesquelles EDF prétend diminuer les coûts du nucléaire se font sur le dos du travail des hommes.

Faire reconnaître une maladie professionnelle dans le nucléaire est une course d'obstacle. 90 à 95 % des cancers ne figurent pas dans les tableaux de maladie professionnelle. Et pour faire reconnaître une psychopathologie, il faut être très atteint. Je n'ai pu faire reconnaître qu'une seule personne qui était décédée d'un suicide (ce qui m'a valu huit ans de tribunal).

Q : Et l'Autorité de sûreté nucléaire, son rôle n'est-il pas aussi de protéger les travailleurs pour empêcher de telles situations ?

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) ne se soucie pas de faire respecter les contraintes de la radioprotection. Même si EDF dit quelque chose qui ne tient pas la route, tout ce que l'ASN fera, c'est obliger EDF à respecter ses propres déclarations, sans regard critique. Il n'y a pas d'analyse, pas de démarche pour inciter à repenser l'organisation du travail, par exemple en demandant de doubler les équipes pour réduire l'exposition de chaque travailleur.

Par ailleurs, elle ne s'intéresse qu'à des problèmes de sûreté qui ne prennent pas en compte la place des hommes. J'ai déjà vu des intoxications massives car, sur une opération d'un mois, on avait privilégié l'aspect antisismique sur la protection des travailleurs. L'ASN a une culture technique qui fait l'impasse sur la place de l'humain dans la sûreté, la constitution et la reproduction de savoir-faire collectifs, le fonctionnement des collectifs de travail... Elle ne s'intéresse pas non plus à la capacité de l'intelligence humaine à rattraper le coup et compenser ce qui échappe aux prévisions.

Q : Avez-vous des inquiétudes concernant les conditions de travail à l'approche du "grand carénage", ces grands travaux destinés à prolonger la durée de fonctionnement des centrales ?

Pour moi la situation est déjà assez détériorée comme ça. Il y aura sans doute un danger supplémentaire avec les opérations qui n'ont jamais été faites et sont beaucoup plus risquées. Par ailleurs, si on a plusieurs mêmes grandes opérations en parallèle, les entreprises n'ont plus les moyens de déployer simultanément des équipes déjà rodées, et elles les segmentent en mettant à contribution des intérimaires ou des travailleurs plus précarisés, moins qualifiés et peu expérimentés.

Le savoir-faire qui va être acquis par certains va être fragilisé si on ne prend pas en compte les temps de compagnonnage et de formation. L'extension des mêmes chantiers sans ressources n'est pas possible. Si l'acquisition des savoir-faire techniques n'est pas programmée, les risques techniques et humains vont eux-mêmes augmenter.

Q : En janvier, vous avez été condamnés par l'Ordre des Médecins aux termes d'une procédure absurde. Comment cela s'est-il passé ?

Je fais partie des rares médecins qui font des certificats de travail pour les sous-traitants. Un de mes écrits, faisant état de troubles anxio-dépressifs chez un sous-traitant, n'a pas plu à son employeur, la société Orys, dans la mesure où le salarié l'a ensuite attaquée aux prud'hommes pour harcèlement moral. Il est difficile de gagner contre un médecin au pénal ;

les employeurs ont donc trouvé un système très pratique : détourner le système de plainte des patients contre les médecins en portant plainte auprès de l'Ordre des Médecins. En effet, l'Ordre des Médecins assimile l'entreprise à une famille et considère qu'on ne doit pas parler de ce qui s'y passe.

Ce système est totalement absurde : l'Ordre des Médecins se comporte comme une chambre d'enregistrement vide de sens où on n'instruit ni la licéité de la plainte ni ses fondements, et où il n'y a pas d'arbitrage. Il impose une conciliation antidéontologique, dont le but est de faire revenir le médecin sur son écrit, en l'absence du salarié qui en a bénéficié. Ayant refusé de revenir sur mon écrit, j'ai été condamné.



DR

Je ne crois pas qu'EDF soit derrière cela. Mais il est certain qu'elle couvre la société de sous-traitance qui a porté plainte. En effet, une fois cette plainte connue, EDF aurait dû saisir l'inspection du travail pour savoir si j'avais commis une éventuelle faute. J'ai demandé à EDF de le faire, ce qu'ils n'ont pas voulu. Dans ce refus d'EDF de saisir l'inspecteur du travail, il y a la preuve d'une collusion au moins a posteriori entre EDF et son sous-traitant. La plus belle preuve de cette collusion ? Lors du débat sur le nucléaire et le facteur humain organisé par le Haut-Comité pour la Transparence, l'Information et la Sûreté Nucléaire, celui-ci a auditionné une seule entreprise, à la demande d'EDF : Orys ! Laquelle a déclaré qu'il n'y avait aucun problème de risque psychopathologique chez elle...

Propos recueillis par Charlotte Mijeon



© www.libinfo74.fr

Voilà le message que l'on obtient en plaçant dans un ordre différent les lettres de "centrales nucléaires"...

Centrale de Chinon : une avalanche de négligences graves

Intervenants mal protégés, organisation chaotique des opérations de maintenance, stockage de produits chimiques en dépit du bon sens... Voici quelques-uns des problèmes évoqués dans une discrète note d'inspection de l'Autorité de Sûreté Nucléaire concernant la centrale nucléaire de Chinon, et pour lesquels le Réseau "Sortir du nucléaire" a porté plainte contre EDF début avril. Il est urgent de fermer cette centrale vieillissante !

En 2013, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a effectué neuf inspections inopinées pour contrôler les travaux de maintenance effectués sur le réacteur Chinon B1. Publiée fin décembre, la synthèse de ces inspections révèle de graves négligences aux impacts lourds sur la sûreté.

Une dalle en béton "en train de s'effondrer" située au-dessus de "matériel important pour la sûreté" dans le bâtiment réacteur, des bidons de produits chimiques stockés en dépit des règles sans que les intervenants puissent en identifier le contenu, des procédures de consignations non respectées, des appareils de mesure non étalonnés, une zone de contamination non délimitée,... la liste est longue !



© Johann Rousset - Signatures - La Croix

L'impression de maîtrise qui se dégage de la salle de conduite du réacteur 1 de Chinon n'est qu'une... impression !

L'ASN témoigne d'une désorganisation manifeste du travail : des dossiers d'interventions remplis dans le désordre, conduisant à oublier certaines phases, des équipes mutées d'un chantier à l'autre sans continuité... Enfin, il est fait état des conditions déplorables dans lesquelles opèrent certains travailleurs, soumis à une irradiation élevée sans qu'une protection adéquate ne leur soit fournie.

Extraits d'une liste à la Prévert

- Risque réel de chute d'objets non répertoriés dans les équipements et canalisations, pouvant amener à de graves problèmes.
- Sur certains chantiers, les intervenants n'ont pas communication de l'analyse de risques ; dans d'autres cas, ce document ne mentionne pas certains risques comme la présence de plomb. Devant opérer sur une vanne présentant un débit de dose très important (en une heure, on y recevrait les 3/4 de la dose annuelle autorisée pour un travailleur du nucléaire), un intervenant demande à pouvoir travailler avec un tablier de plomb... qui lui est refusé par EDF.

- Conditions d'interventions "particulièrement difficiles" sur deux chantiers : "à même le sol, dans un espace très réduit dans lequel se déroulaient par ailleurs plusieurs autres activités de maintenance, avec une ambiance radiologique importante" ; "avec une très importante coactivité, un manque de place pour les intervenants ainsi qu'un manque d'éclairage".

- Stockage aberrant et dangereux de produits chimiques dans l'atelier chaud. La notice d'utilisation des armoires de stockage est écrite en allemand, ne permettant pas aux intervenants en charge du local de stockage de connaître la charge calorifique maximale admissible par armoire.

- Présence d'importantes quantités d'eau dans le sous-sol du bâtiment réacteur, dans l'indifférence générale et sans qu'aucune analyse attestant l'absence de contamination n'ait été effectuée. La zone a ensuite été balisée... sans vérifier l'absence d'intervenants dans la zone du balisage, si bien que plusieurs d'entre eux, dont les inspecteurs, se sont retrouvés piégés à l'intérieur !

Au vu de ces négligences inacceptables, le Réseau "Sortir du nucléaire" a porté plainte contre EDF pour une quinzaine d'infractions à la réglementation des installations nucléaires de base et au Code du travail.

La centrale de Chinon doit fermer !

Les "écarts" relevés par l'ASN constituent autant de symptômes d'une sûreté dangereusement dégradée. Surtout, ils révèlent un véritable mépris des conditions de travail des intervenants, sous-informés et parfois placés dans des situations absurdes. Outre le risque accru d'accident lié à une maintenance défectueuse, on assiste là à une mise en danger des travailleurs.

Ces inspections avaient lieu dans le cadre de la visite décennale du réacteur B1, dans la perspective de prolonger le fonctionnement de la centrale au-delà des trente ans pour lesquels elle avait été conçue. EDF voudrait en effet étendre la durée de vie des centrales au-delà de 40 ans, jusqu'à 50 voire 60 ans. Une telle prolongation promet une dégradation catastrophique de la sûreté et des risques inacceptables pour les riverains et les travailleurs de la centrale.

Réseau "Sortir du nucléaire"

Et si une bombe nucléaire explosait sur Lyon ?

200 000, 300 000 morts dans l'immédiat. Autant de blessés graves, si ce n'est plus. Tout est quasi détruit dans un diamètre de 10 kilomètres environ. Les conséquences de l'explosion d'une bombe nucléaire de 150 kilotonnes sur une ville comme Lyon seraient incalculables. Et pourtant le risque existe.

Il ne s'agit pas d'un scénario de science-fiction, mais le résultat d'une étude rédigée par Dominique Lalanne¹ et diffusée lors de la "Seconde conférence internationale sur l'impact humanitaire des armes nucléaires" qui a rassemblé, les 13 et 14 février 2014, 146 États à Nayariit (Mexique).



Le risque d'une guerre nucléaire n'est sans doute pas pour demain matin... Ne dit-on pas qu'il s'agit d'une arme de dissuasion ? Reste que des scénarios d'utilisation — y compris des "frappes d'avertissement" — sont bel et bien mis en place par "nos" dirigeants en cas d'atteinte aux "intérêts vitaux".

Depuis la fin de la guerre froide, le ciblage des populations (stratégie anti-cité) a fait place au ciblage des centres de décision politico-militaire (stratégie anti-force). La base aérienne de Lyon-Mont-Verdun — située à une dizaine de kilomètres du centre-ville — constitue, par exemple, une cible de premier choix : elle accueille en effet le centre de commandement des forces nucléaires en second et un centre de commandement aérien de l'OTAN, plus divers centres de planification et de formation militaires qui en font un véritable centre névralgique pour l'armée...

De plus, le risque d'accident n'est pas à exclure. Comme, par exemple, un Rafale en exercice emportant une bombe nucléaire et qui s'écrase au sol... L'opacité la plus totale règne en France sur ce sujet. Or, le journaliste Eric Schlosser a publié récemment aux États-Unis "Command and Control", dans lequel il révèle une liste de quelque 700 incidents et accidents significatifs impliquant 1250 armes nucléaires pour la seule période de 1950 à 1968². La France serait-elle la seule puissance nucléaire exempte de tout accident ? Il est permis d'en douter.

Bien sûr, comme tout scénario, celui-ci comporte sa part d'approximation, d'imprévisibilité. Depuis les bombardements de Hiroshima et de Nagasaki les 6 et 9 août 1945 par les États-Unis, les conséquences de

l'explosion d'une bombe nucléaire ont été étudiées en détail. Toutefois, l'organisation des villes et les modes de fonctionnement ont considérablement changé depuis lors, venant aggraver encore plus les conditions déjà catastrophiques rencontrées par la population japonaise. Une ville "moderne" comme Lyon est un centre pour le réseau électrique dont la destruction couperait les communications dans toute la région Rhône-Alpes et même au-delà. Les usines chimiques, les stockages de produits pétroliers, la proximité de plusieurs réacteurs nucléaires vont engendrer des catastrophes que l'étude mentionne comme inévitables...

De fait, une frappe nucléaire, même limitée à une seule bombe, créerait une situation où les secours seraient dans l'incapacité d'apporter l'aide nécessaire pour secourir les blessés, empêcher les accidents en cascade, gérer le traumatisme social et éviter les désordres que cela provoquerait inévitablement. Comme le souligne Dominique Lalanne, "seule la prévention, comme en médecine, peut être la réponse adaptée. Seule l'élimination des armes nucléaires est la solution pour éviter de telles catastrophes".

Patrice Bouveret

co-fondateur de l'Observatoire des armements

Notes :

1 : "Et si une bombe nucléaire explosait sur Lyon ?", rapport bilingue publié par l'Observatoire des armements et ICAN-France (www.icanfrance.org). Disponible en téléchargement sur www.obsarm.org ou contre la somme de 4 € (port compris) auprès de l'Observatoire des armements, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon.

2 : Cf. "La bombe atomique qui a failli faire sauter New York en 1961" par Claire Arsenault, 21.09.2013, sur le site de RFI ou <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/070114/les-armes-nucleaires-et-lillusion-de-la-surete>



La sortie du nucléaire marque des points !

USA : annulation du projet de réacteur EPR de Nine Mile Point

En septembre 2008, l'autorité de sûreté nucléaire étatsunienne, la NRC, recevait une demande de licence pour un projet de réacteur EPR en supplément des deux réacteurs de la centrale de Nine Mile Point, sur la rive du lac Ontario qui fournit l'eau potable de nombreuses villes (dont Toronto au Canada) et de nombreuses communautés amérindiennes.

En décembre 2009, UniStar a demandé la suspension de l'examen par la NRC de sa demande de licence. En novembre 2013, elle en a demandé l'annulation définitive, que la NRC lui a accordée début avril 2014. Un bel exemple d'effet d'annonce... pas suivi d'effet.

Sources : Beyond Nuclear / NRC

l'absence de garanties financières sur le prix d'achat de l'électricité que le gouvernement tchèque de Bohuslav Sobotka s'est refusé à accorder (contrairement à la décision aberrante du gouvernement britannique pour le projet de deux EPR à Hinkley Point, qui bénéficie d'un prix d'achat garanti sur 35 ans, indexé sur l'inflation, et deux fois plus cher que le prix de marché en gros de l'électricité).

Signe révélateur de l'attitude générale des investisseurs vis-à-vis du nucléaire : à l'annonce de cette annulation, la valeur de l'action de CEZ a gagné pas moins de 3,7 % !

Source : Bloomberg

Le solaire pourrait remplacer complètement le nucléaire à Tokyo

Le Japon possède la plus grande capacité au monde de stockage d'énergie par pompage-turbinage (STEP). Des chercheurs étatsuniens estiment que si, au lieu d'assister les centrales nucléaires, les STEP japonaises actuelles étaient couplées avec des panneaux solaires couvrant les toitures disponibles et adaptées sur des bâtiments de Tokyo, la combinaison obtenue permettrait de remplacer environ 26,5 % de l'électricité d'origine nucléaire consommée par la capitale japonaise en 2010.



© Tomohiro Ohsumi / Bloomberg via Getty Images

Et en installant une surface solaire 5,6 fois supérieure à la surface disponible en toiture, c'est la totalité de l'électricité nucléaire qui pourrait alors être remplacée par le solaire. Cela représenterait 1700 km², soit 0,4 % de la surface de l'archipel nippon, à comparer aux 30 000 km² carrés officiellement contaminés par la catastrophe de Fukushima, et aux 1256 km² dont la population a été évacuée - sans compter celles qui devraient l'être !

Et n'oublions pas que depuis 2011, le Japon a su mettre en place des économies d'énergie substantielles. Une tendance à confirmer pour réduire durablement par rapport à 2010 la quantité d'électricité à produire : 1700 km² de panneaux ne sont pas nécessaires. La sobriété énergétique est LA priorité !

Source : Potential for rooftop photovoltaics in Tokyo to replace nuclear capacity

Une centrale allemande fermée prématurément faute de rentabilité

E.ON, le numéro un allemand de l'énergie, compte arrêter sa centrale nucléaire de Grafenrheinfeld, en Bavière, fin mai 2015 au lieu de décembre 2015. L'entreprise estime qu'elle ne pourra pas l'exploiter rentablement, dans un contexte de forte concurrence des renouvelables. E.ON a estimé que "l'arrêt anticipé était incontournable dans l'intérêt des actionnaires" !

Pour continuer à faire tourner la centrale, E.ON devrait charger de nouveaux combustibles l'année prochaine. Or, ces combustibles sont soumis à un impôt spécifique, qui lui coûterait d'emblée 80 millions d'euros. Compte tenu des cours de l'électricité, qui ont été divisés par deux depuis 2008, le groupe estime que le chiffre d'affaires prévisible ne permettrait pas de couvrir cette taxe ainsi que les autres coûts.

L'Agence fédérale des réseaux doit encore donner son feu vert à cette décision au regard de la stabilité du système électrique. Elle a en effet déjà reçu plus de 40 demandes de fermetures de centrales électriques, essentiellement au gaz ou au charbon, qui souffrent de la concurrence des renouvelables.

Source : Les Échos

République Tchèque : annulation de l'appel d'offres pour deux réacteurs

L'électricien tchèque CEZ a retiré début avril l'appel d'offres lancé en 2009 - et dont Areva avait été exclu en 2012 - pour construire deux nouveaux réacteurs sur le site de la centrale de Temelin. CEZ a pris sa décision au vu des prix de l'électricité trop bas pour assurer une rentabilité au projet, en



whatsinthebackbox

"Dead End" en effet pour ce projet de réacteur EPR à Nine Mile Point...



© Uwe Hirsch

À Grafenrheinfeld, l'économie achève le travail des antinucléaires allemands !



© Uwe Hirsch

Stopper Temelin : ce n'est pas encore fait, mais au moins il n'y aura pas 2 réacteurs de plus !

France : nette évolution du discours du ministère de l'Énergie

Le 26 mars dernier, Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat (DGEC) au ministère de l'Énergie, était auditionné par la commission d'enquête parlementaire sur les coûts du nucléaire. Par rapport au parc actuel des 58 réacteurs, qui totalisent une puissance de 63,1 gigawatts (GW), "on arrive à une fourchette entre 36 et 43 GW nécessaires dans l'hypothèse [d'une baisse de la part du nucléaire dans la production électrique de 75 % à] 50 % vers 2025" [engagement de François Hollande], a-t-il indiqué. "Ce qui veut dire qu'en termes de "non-besoin", c'est une vingtaine de réacteurs" en moins.



© Arnaud Bouissou / MEDDE

Cette position, qui s'appuie sur l'hypothèse d'une évolution de la demande électrique "relativement modérée", diffère largement de celle défendue par EDF. Estimant qu'un "grand nombre d'investissements ne s'amortissent bien que sur vingt à trente ans", Laurent Michel s'est interrogé sur l'opportunité d' "arrêter certains [réacteurs] à trente" ans pour éviter des dépenses et les centrer sur d'autres réacteurs. Le revers de la médaille est que le ministère envisage donc de prolonger certains réacteurs à 50 voire 60 ans de fonctionnement, ce qui accroîtrait le risque d'accident majeur... Mais un tel discours reste des plus inhabituels et marque une évolution notoire.

Source : Les Échos

Les énergies renouvelables de moins en moins chères

Entre le 3^e trimestre 2009 et le 1^{er} trimestre 2014, le coût des panneaux photovoltaïques en silicium cristallin (la technologie dominante sur le marché) a baissé de 53 % ; celui des panneaux photovoltaïques à couches minces de 34 % ; le coût des centrales à biomasse a baissé de 28 % ; celui de l'éolien terrestre a baissé de 15 % ; et cætera.

Les projets solaires et éoliens sont de plus en plus nombreux à être construits sans la moindre subvention, en particulier pour l'instant en Amérique Latine, au Moyen-Orient et en Afrique, mais cette tendance ne cesse de s'élargir.

L'éolien offshore fait figure d'exception notable, avec une hausse de 41 %, qui s'explique par la plus grande profondeur à laquelle les projets sont planifiés et par une demande accrue de machines d'installation, des câbles et autres matériels.

Source : FS-UNEP, Global trends in renewable energy investments 2014

Au Japon, l'énergie solaire prend son essor !

En 2013, l'investissement dans le solaire photovoltaïque a augmenté de 80 % par rapport à l'année précédente ! Il a atteint 28,6 milliards de dollars. En grande majorité (23 milliards), ces investissements sont liés à des projets de petite taille, en toiture résidentielle ou commerciale, et tirent parti des tarifs d'achats avantageux introduits en 2012 par le gouvernement de Naoto Kan peu avant sa démission. Le reste est composé de projets de plus grande taille.

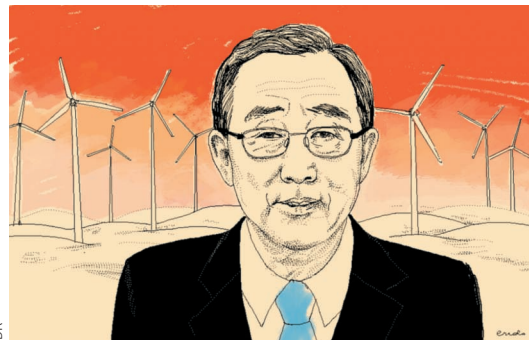
Source : FS-UNEP, Global trends in renewable energy investments 2014



Des élèves japonais participent à l'inauguration d'une centrale solaire dans leur collège.

Le potentiel des renouvelables selon Ban Ki-moon

Dans sa préface au rapport "Global trends in renewable energy investments 2014", le secrétaire général de l'ONU (Organisation des Nations-Unies), Ban Ki-moon, déclare : "Certains prétendent que les énergies renouvelables ne peuvent venir qu'en complément du système énergétique existant. Le présent rapport démolit ce mythe et montre qu'un avenir "100 % énergies propres" est possible."



DR

Allemagne : les citoyens prennent les renouvelables en main !

Près de 50 % des capacités renouvelables installées depuis 2000 outre-Rhin sont en possession de personnes privées, tandis que le nombre de coopératives citoyennes de l'énergie a été multipliée par 10 en 4 ans (près de 800 au total actuellement). La part des installations en possession des particuliers et agriculteurs est de 72 % pour la biomasse, 61 % pour le photovoltaïque et 53 % pour l'éolien terrestre.

Sources : IDDRI / energytransition.de

Ci-contre : Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat au ministère de l'Énergie évoque le "non-besoin" d'une vingtaine de réacteurs vers 2025 !

Tramayes : la transition énergétique par l'exemple

La sortie du nucléaire et des énergies fossiles est en marche. Un peu partout en France, des collectivités locales, des territoires ruraux ou urbains s'engagent dans une "descente énergétique" qui s'effectue en trois temps : réduction des besoins et sobriété, mobilisation des ressources locales et en priorité renouvelables, mise en réseau de cette expérience et partage. La commune de Tramayes, située en Saône-et-Loire et comptant moins de 1000 habitants, constitue un bel exemple de cette "écologie qui change la France", dont Pascale d'Erm livre de nombreux exemples dans son livre *Ils l'ont fait et ça marche !*, récemment paru. En voici donc quelques bonnes feuilles, pour vous faire partager l'expérience et la démarche de Tramayes.

Notes :

I : Dans la catégorie des villes de moins de 5000 habitants.

Le projet de chaufferie au bois de tous les bâtiments publics, de l'hôpital local (quatre-vingt-quinze lits) puis d'une trentaine de foyers a été suivi par la réduction de l'éclairage public, l'isolation thermique des bâtiments, la production d'eau chaude par des capteurs solaires, la collecte des eaux de pluie, le tri des déchets, etc. Toutes ces actions ont valu à Tramayes le Prix spécial du jury de la Ligue française des énergies renouvelables en 2011 et de la Ligue européenne des champions des énergies renouvelables en 2012 ¹.

chaque année, avec un impact écologique élevé et un coût important pour la commune. Reste à convaincre les contribuables que cet investissement ne les pénalisera pas. Or, si les subventions des partenaires financiers de la commune couvrent 54 % du coût des travaux, il reste 500 000 euros à trouver. Après trois ans de réflexion, la commune opte pour une opération gérée en "budget annexe indépendant", un système réglementaire qui lui permet d'emprunter la somme nécessaire aux travaux sans entamer le budget communal, au même titre que n'importe quelle autre entreprise privée.

Cap sur le bois

C'est en 2003 que l'équipe municipale, autour de Michel Maya, commence à s'intéresser aux énergies renouvelables. Ce professeur enseignant la mécanique des milieux continus au centre d'étude et de recherche de l'École nationale supérieure d'arts et métiers de Cluny, maire de Tramayes depuis 1995, prend conscience de la nécessité de réduire la consommation de pétrole de la commune, donc de diversifier son énergie. Profitant de sa proximité avec d'importants massifs forestiers, la commune aimerait opter pour un chauffage à bois, mais l'installation est coûteuse (1 million d'euros) et sa rentabilité aléatoire. Pour évaluer la pertinence économique de cette option, elle s'entoure de partenaires plus expérimentés, comme l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), le conseil régional de Bourgogne et le conseil général, et lance une étude prospective. Celle-ci démontre la rentabilité de la chaufferie bois dans un périmètre impliquant la mairie, mais aussi l'hôpital, l'école maternelle, la salle des fêtes et l'espace omnisports. À l'époque, tous ces bâtiments sont chauffés au fuel, dont ils brûlent 110 000 litres

Un système local qui profite à tous

La chaudière bois est mise en service en 2006. D'une puissance d'1,2 mégawatt, elle dessert d'abord exclusivement les bâtiments communaux situés dans le "périmètre de rentabilité". Mais, peu à peu, les habitants proches du réseau se montrent intéressés par le système, et la commune leur propose la possibilité d'être raccordés. Seuls les foyers reliés sont mis à contribution, et leur participation contribue à financer l'emprunt public. L'idée est de faire assumer le coût des travaux uniquement à ceux qui en bénéficient pour ne pas susciter d'hostilité parmi le reste de la population. Innover, oui, mais sans augmenter les impôts locaux ni grever le budget d'une population rurale qui ne roule pas sur l'or.

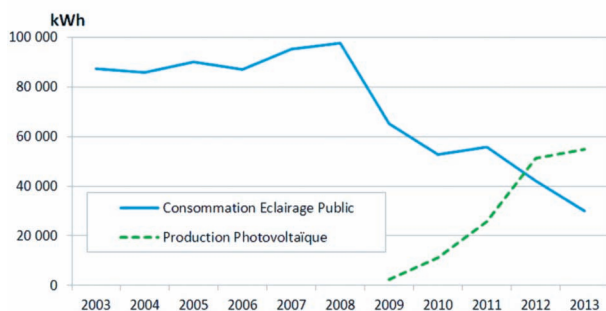
Dans un souci de cohérence et d'économie, l'approvisionnement de la chaudière sera local. Les copeaux proviennent des déchets d'une scierie voisine et d'une entreprise de charpente. Ils parcourent 6 kilomètres au maximum. Le système est gagnant-gagnant puisque les déchets de bois utilisés par la chaudière étaient auparavant transportés sur des centaines de kilomètres pour être transformés ou brûlés, moyennant un coût non négligeable pour les charpentiers désireux de s'en débarrasser.

Le système est gagnant aussi sur le plan économique. L'hôpital, par exemple, le plus gros utilisateur de la chaudière bois (qui fournit 80 % de l'eau chaude), économise 15 000 à 20 000 euros de fuel par an. Avec en prime un approvisionnement plus simple



En 2012 à Rome, Michel Maya, maire de Tramayes, reçoit au nom de sa commune le premier prix de la Ligue des Champions des énergies renouvelables (RES Champions League) dans la catégorie des communes de moins de 5000 habitants, lors de la 3^e saison de cette compétition entre collectivités locales européennes qui a vu s'affronter 4500 villes européennes issues de 7 pays.

Évolution comparée de la consommation électrique de l'éclairage public et de la production électrique photovoltaïque dans la commune de Tramayes.



et plus "propre". Et les autres établissements raccordés économisent à eux tous près de 10 000 euros de fuel.

Compte tenu de ces économies, du prix peu élevé de l'achat des copeaux de bois et de la stabilité des prix, le retour sur investissement de la chaudière est de huit ans. Au regard de l'inflation tarifaire des autres carburants, la stratégie s'avère donc intéressante. Bien sûr, comme pour toute innovation technologique, la chaudière demande une veille technique de la part de l'équipe municipale, qui essuie quelques pannes mineures tous les quinze jours, des pannes plus lourdes tous les deux mois environ, et doit financer une opération de maintenance tous les cinq ou six ans.

En 2010, une extension du réseau de chaleur permet de raccorder la bibliothèque, la poste et l'école élémentaire. Comme les nouvelles canalisations passent aussi par le centre du bourg, la commune propose à des familles situées à proximité du nouveau réseau d'en bénéficier. La décision de raccorder des logements privés est prise après l'étude d'un ratio distance/consommation/année, l'opération n'étant rentable que si le coût du raccordement correspond à une consommation suffisamment élevée du foyer demandeur. En 2013, une trentaine de foyers étaient ainsi reliés au réseau de chaleur de la chaufferie bois.

Écoconstruction et écocitoyenneté

Deuxième axe de la politique de transition énergétique de Tramayes : l'écoconstruction. L'équipe municipale lance plusieurs projets : l'isolation extérieure de la salle des fêtes, la rénovation de l'hôpital et un projet de réhabilitation de neuf logements avec des niveaux de performance énergétique élevés dans l'ancienne gendarmerie. L'ensemble sera alimenté par une nouvelle chaudière à bois. Un écoquartier, "Les Écorces", est créé en 2011 avec des niveaux d'isolation élevés, générant d'emblée d'importantes économies de chauffage. Situés dans le périmètre de la chaudière à bois "historique", les soixante logements de l'écoquartier sont raccordés au réseau. La commune a prévu une exonération de la taxe foncière (partie communale) de 50% sur une période de cinq ans pour les constructions neuves au standard BBC.



© Michel Maya

Les habitants sont fiers de l'image positive que donne la commune grâce à ces projets, et leur sensibilisation écologique se diffuse progressivement à tous les domaines du quotidien. Ainsi, après l'énergie et l'urbanisme, la commune a travaillé sur les économies d'eau : trois citernes de récupération d'eau de pluie d'une capacité de 8 000 litres chacune ont été installées pour arroser les fleurs de la commune. Ensuite, cap sur la réduction du gaspillage alimentaire : Tramayes a mis en place une opération de communication² pour apprendre aux habitants à cuisiner les restes.

Les habitants ont largement été associés à cette politique de transition.

Notes :

2 : En lien avec le syndicat local de ramassage et de traitement des ordures ménagères et la section départementale de l'UFC-Que choisir.

Le ciel étoilé retrouvé

Tramayes est également l'une des premières villes françaises à avoir osé éteindre l'éclairage public la nuit. Conseillée par l'Association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement nocturnes (ANPCEN), qui alerte sur les impacts négatifs des éclairages extérieurs pour la consommation énergétique, la faune et la flore ou notre santé, la commune décide d'agir. En 2009, l'éclairage public est éteint entre minuit et 5h. En 2011, l'extinction est prolongée jusqu'à 5h45. Les gains énergétiques sont immédiats : la consommation électrique de la ville diminue de moitié, soit une économie de 50 000 kWh par an. En complément de ce choix, à partir de 2012, les 50 000 kWh restants sont produits par les Tramayons ayant installé des panneaux photovoltaïques sur leur toit. Enfin, les lampadaires sont équipés d'ampoules basse consommation, passant de 125 watts à 70 watts.

Pourtant, cette politique est parfois difficile à expliquer. "Nous avons mis deux ans pour faire accepter ce choix aux habitants", précise Michel Maya. Et il a fallu concéder quelques ajustements, comme l'installation d'un projecteur près du parking de la salle des fêtes, où les gens circulent bien après minuit.

Ci-contre : Tramayes a décidé d'éteindre l'éclairage public la nuit, pour réduire sa consommation énergétique et réduire les impacts négatifs sur la faune et la flore.



© Michel Maya

Donner des idées à d'autres

Le temps est une donnée fondamentale dans la mise en œuvre de cette politique de transition énergétique. Les choix, mûrement réfléchis, résultent d'études approfondies et sont ensuite patiemment exposés aux habitants lors de réunions publiques. Une démarche qui ne semble pas rebuter les habitants, puisque le maire a été réélu pour un troisième mandat durant la mise en œuvre de ces actions.

Cette démarche séduit aussi d'autres communes, et Michel Maya est souvent appelé à témoigner de son expérience. Durant ses conférences, il n'évite pas les questions qui fâchent. Une chaudière à bois

n'est-elle pas polluante pour la planète ? Réponse : "Pas plus que deux cheminées à foyer ouvert !" Connaissez-vous un moyen de chauffage sans impact pour l'environnement ? Réponse : "Les meilleurs kWh sont ceux que l'on ne consomme pas !"

Le réseau des territoires à énergie positive

Forte de son expérience, Tramayes est devenue l'emblème des Territoires à énergie positive (Tepos). Ce réseau, créé en Bretagne en juin 2011 à l'occasion de l'inauguration de l'unité de méthanisation de la communauté de communes du Mené, réunit les territoires (essentiellement ruraux) engagés dans une politique de sobriété et d'efficacité énergétique, dans l'esprit de la politique Négawatt. L'idée est de faire suffisamment d'économies d'énergie pour que les besoins soient couverts par des énergies renouvelables produites localement. L'élément déclencheur de la création de ce réseau a été le Comité de liaison des énergies renouvelables (Cler), réseau pour la transition énergétique, qui continue de participer activement à son animation. Et la commune soutient aussi des opérations d'énergies renouvelables locales, cofinancées par les citoyens.

Se réapproprier sa consommation

L'expérience de Tramayes exprime bien le nouvel enjeu énergétique : aider les habitants à se réapproprier leur consommation et leur production d'énergie, non plus considérée comme une ressource lointaine, chère et virtuelle, mais comme une ressource locale, concrète et plus économique. Le bois de leur forêt, l'électricité produite sur le toit de l'école de leurs enfants ou par l'éolienne du jardin : autant de ressources visibles et légitimes dans le contexte actuel d'augmentation du prix des énergies fossiles. Et une bonne occasion de comprendre l'impact réel de leurs modes de consommation.

La chaufferie bois communale alimente la mairie, l'hôpital, l'école maternelle, la salle des fêtes et l'espace omnisports, ainsi que les foyers qui ont souhaité être reliés au réseau de chaleur et ont été prêts à co-financer ce raccordement. La chaufferie est alimentée par les déchets de bois d'entreprises locales.



© Michel Maya

Ils l'ont fait et ça marche ! Comment l'écologie change déjà la France

Pascale d'Erm, Éd. Les Petits Matins, 2014, 174 pages, 12 €, disponible en librairie.

Dans ce livre, Pascale d'Erm présente quatorze cas concrets de mise en œuvre locale de la transition écologique, autour de quatre grandes problématiques : susciter la créativité collective ; se réapproprier les questions d'énergie et de gestion des déchets ; favoriser l'essor de l'économie sociale et solidaire ; réunifier la société.

L'auteure présente de façon très concrète toute une variété d'initiatives, portées par des citoyens et/ou des élus locaux, et qui constituent de véritables laboratoires de transition, et peuvent constituer des sources d'inspiration ou des modèles à décliner à une plus grande échelle. Économies d'énergie, énergies renouvelables, association des habitants aux politiques locales, "écologie industrielle", alimentation bio, solidarité sociale et intergénérationnelle... autant d'aspects mis en lumière dans telle ou telle expérience.

Une lecture enrichissante et positive !



Le pédalier, une énergie à explorer

Pédales et manivelles, une solution d'avenir ? Dans le monde, pour 1,5 milliard de paysans, on compte 250 millions de paysans qui utilisent des animaux pour travailler et seulement une trentaine de millions de tracteurs : tous les autres travaillent avec des outils manuels. Alors oui, au Sud comme au Nord, le pédalier pourrait rendre de grands services. [...]

Pédaliers statiques

De nombreuses machines peuvent être alimentées par une connexion mécanique directe même si cela signifie les adapter afin qu'elles puissent être directement fixées sur le pédalier. Ces pédaliers statiques, avec une transmission de puissance directe, même si cela se faisait autrefois, sont pour l'heure difficilement disponibles dans le monde occidental.

La seule exception en Occident semble être le modèle appelé Fender Blender, une machine utilisée pour réaliser des jus de fruits. Les engins à pédales qui existent actuellement sont conçus par des amateurs occidentaux et par des ONG dans le Tiers monde.

Au Guatemala, Mayapedal a construit quelque 2000 machines à pédales à partir d'éléments de bicyclettes depuis 2001. Cette ONG a construit avec ce mécanisme des pompes à eau, des broyeurs, des batteuses, des machines pour fabriquer des tuiles, des décortiqueuses, des machines à laver et des mixeurs. Cela coûte seulement entre 40 dollars et 250 dollars pièce. Leurs engins sont devenus au fil du temps de plus en plus élaborés et de moins en moins chers, évoluant depuis une simple bicyclette adaptée à des machines fonctionnant avec un pédalier qui incorporent un volant d'inertie, capables d'alimenter différents types de machines.

Enfin, il faut citer les engins conçus par des particuliers ingénieurs : les machines à laver, le mélangeur à savon et le broyeur de pomme aux États-Unis. Certains ont restauré des machines anciennes comme Blue Ox Millworks.

L'un des inconvénients évidents d'un engin à pédales pour chaque application est la place que cela exige et son coût en temps, en argent et en énergie. Cet inconvénient serait moins problématique dans le cadre d'une industrie à petite échelle. Une solution pour éviter cela est d'utiliser un pédalier qui génère de l'électricité, mais cela fait perdre jusqu'à 70 % de l'énergie.

Restent les engins universels, fonctionnant avec un pédalier et qui n'existaient pas au tournant du XX^e siècle, même si certains d'entre eux combinaient des fonctions comme le sciage et le perçage par exemple. Nous allons détailler quelques inventions mises au point dans les années 1970.

Le Dynapod

L'ingénieur britannique Alex Weir a construit un Dynapod à fonctions multiples en Tanzanie dans les années 1970. Le modèle, basé sur un concept de Stuart Wilson de l'Université d'Oxford, existait pour une ou deux personnes. Le tandem doublait la puissance et lissait les flux de puissance.

Le Dynapod est constitué d'un cadre sur-mesure. D'abord en bois, les cadres ont été remplacés par des versions en acier. Comme volant d'inertie, Weir a utilisé la roue d'un vieux vélo rempli de ciment. Ce qui revenait dans les années 1980 de 40 à 100 dollars l'unité.

Le Dynapod pouvait faire fonctionner des pompes, des broyeurs de blé, des soufflets de forge, des foreuses, des tours de potiers, des pistolets à peinture, des râpes de manioc, des broyeuses de café, des décortiqueuses, des batteuses, des lieuses, des scies à ruban, et des machines à coudre. On pouvait aussi s'en servir pour générer de l'électricité. À part les pédales, les manivelles et les chaînes de vitesses, cet engin n'a rien de commun avec une bicyclette.

Pour pouvoir recevoir tant d'applications différentes, le Dynapod était équipé de vitesses multiples. On pouvait l'utiliser avec une prise directe avec un ratio de 1/1, une chaîne d'entraînement pour un ratio de 3/1 (pour les broyeurs et batteurs) ou avec une courroie de 10/1 (pour produire de l'électricité et pour le vannage).



© Rock the bike

Comment se faire un smoothie tout en faisant un peu d'activité physique (à la portée des moins sportifs !) juché sur le Fender Blender...



© Pedal Power Design

Un autre exemple est le VitaGoat Cycle Grinder mis au point par l'ONG canadienne Malnutrition Matters. Ce broyeur fait partie d'un système de transformation alimentaire en Asie et Afrique. Ou encore l'entreprise Chocosol, qui a permis aux Mexicains de construire leur propre broyeur de fèves de cacao. L'ONG Full belly project ("Projet ventre plein") met au point des décortiqueuses de noix pour les paysans d'Afrique.

Ci-contre : Le Pedal Power Big Rig est une station de travail multi-usages à pédales. Il permet à un adulte lambda de générer une puissance électrique de 100 watts (permettant ainsi d'alimenter un ordinateur portable et un téléphone mobile !), de pomper 19 litres d'eau par minute, de moudre des grains, de manoeuvrer un compresseur pneumatique, une pompe hydraulique, la plupart des machines à manivelle, et de nombreux outils artisanaux.

Energy Cycle

Rodale Press, l'éditeur d'un des très rares ouvrages parus sur la question en 1977 : *Pedal power in work leisure and transportation* de James C. Mc Cullagh, avait également une équipe de chercheurs. Avec Dick Ott à leur tête, ils ont conçu leur version du pédalier universel, l'Energy Cycle.



Une pompe à eau pour usage agricole conçue par Maya Pedal

Comme le Dynapod, ce pédalier peut recevoir de nombreuses applications, comme des appareils culinaires (bateur, ouvre-boîte, casse-noix, mixeur, couteau à viande et fromage, épépineuse), des machines pour l'agriculture (pompe à eau, éplucheuse, ramasseuse de pommes de terre, vaneuse de blé, polisseuse de riz, broyeur de flocons d'avoine) et des outils plus généraux (polisseuse, foreuse, graveuse sur bois, chargeuse de batterie).

Plusieurs prototypes ont été élaborés d'abord en fer et ensuite en acier. La première amélioration a été l'ajout d'une grande table de travail ce qui permet à l'opérateur de réaliser plusieurs tâches en restant assis. Des versions ultérieures ont été équipées d'un volant d'inertie.

Moteur à volant d'inertie

Une autre variante de la machine multifonctionnelle est celle proposée par J.P. Modak, professeur d'université émérite en Inde. Cet engin remarquable qui existe depuis 1979 fournit bien plus d'énergie que la personne qui l'opère.

Ce système stocke l'énergie dans un volant d'inertie après un pédalage de 1 à 2 minutes, cette énergie cinétique est libérée par un embrayage adapté. Cela n'a d'intérêt seulement lorsque le travail est de nature intermittente.

Ce système a été réalisé initialement pour fabriquer des briques par la ville de Mumbai. Il a été réutilisé pour des tâches rurales comme le puisage de l'eau, la transformation d'algues, le vannage, le sciage, la production d'électricité, le pressage de l'huile et la forge. Ces procédés représentent entre 20 et 60 fois ce qu'un homme moyen peut fournir, 300 watts momentanément, soit 100 watts sur une longue période.

Les générateurs électriques à pédaliers

Il y a certaines machines et appareils électriques modernes qui ne peuvent pas être alimentés mécaniquement en énergie. C'est vrai pour les équipements

électroniques mais aussi pour les réfrigérateurs et ampoules. Si nous voulons conserver ce confort moderne nous devons trouver un moyen pour accroître l'efficacité énergétique du pédalier.

La façon la plus simple est de fixer un générateur sur un vélo d'entraînement. On peut ajouter un volant d'inertie qui se trouve sur les vélos d'entraînement les plus onéreux.

Si les Népalais pédalaient deux heures par jour, leur pays serait autosuffisant en énergie. L'ONG Ecosystem Nepal distribue des générateurs à pédaliers aux Népalais : un village est équipé d'un générateur qui est actionné 8 heures par jour, chargeant de grosses batteries. Cette petite centrale reçoit la visite des gens de la campagne tous les mois qui viennent charger leurs batteries de motos. Un générateur fournit assez d'électricité pour 200 foyers. Hélas, nos applications informatiques ont besoin à elles seules de plus d'énergie que cela !

Les manivelles et les pédales ne peuvent pas être une solution si nous nous crampons à un mode de vie aussi énergivore que le nôtre, mais aucune source d'énergie renouvelable ne l'est (et même non renouvelable).



Ci-contre:
Une décortiqueuse de café

Une perceuse à pédales



Le problème principal est que nous jugeons ces modestes et très perfectibles engins par rapport aux machines générées par le pétrole et non aux outils manuels et machines qui les ont précédées. Cela explique pourquoi cette technique fait sourire les Occidentaux mais est bien accueillie dans le monde en développement où les méthodes agricoles reposent sur la force humaine avec des outils peu élaborés.

Paradoxalement, nous continuons en Occident à être toujours plus dépendants de sources d'énergie fossile et nucléaire alors que des communautés, dans les pays les plus pauvres, sont en train de mettre au point un fonctionnement indépendant des sources d'énergie fossile.

Kris De Decker

Low Tech Magazine, www.lowtechmagazine.com

Source : L'Écologiste n°39, vol.14 n°1, janvier-mars 2013

À lire, à voir, à offrir...

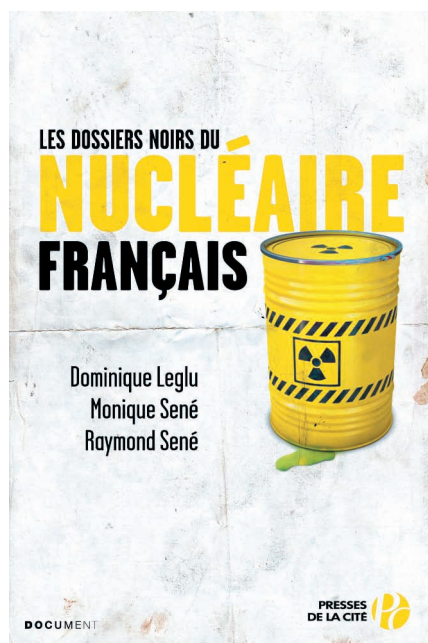
Les dossiers noirs du nucléaire français

Dominique Leglu, Monique et Raymond Sené, Presses de la cité, 2013, 248 pages. À commander sur <http://boutique.sortirdunucleaire.org> ou en envoyant un chèque de 23,50 € (port compris) au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04.

Pendant des années, l'accident nucléaire a été considéré comme impossible, puis hautement improbable. N'étant pas prévue dans les calculs, la catastrophe n'était pas censée avoir lieu ! Une croyance que s'appliquent à démonter Dominique Leglu, directrice de la rédaction de Sciences et Avenir, et Monique et Raymond Sené, physiciens nucléaires et chercheurs au CNRS.

À la lumière de l'accident de Fukushima, ceux-ci pointent une série de problèmes tant techniques qu'humains démontrant que notre pays n'est pas à l'abri d'un accident : sous-traitance en cascade, défauts de conception, déni de certains risques...

Témoins du programme nucléaire depuis ses débuts marqués par le secret et la prise de pouvoir de quelques technocrates, les auteurs rappellent que les centrales françaises ont connu des avaries sérieuses. Et de passer en revue toute une série d'incidents graves - voire d'accidents - peu médiatisés mais qui ont parfois provoqué une pollution non négligeable. En connaissance de cause, les auteurs



font descendre la sûreté nucléaire de son piédestal et la ramènent à des facteurs très terre à terre. Malgré la technicité du sujet, cet ouvrage reste donc tout à fait accessible.

Charlotte Mijeon

CD Les Bure Haleurs "À l'heure du débat"

*12 titres, 2014
www.burehaleurs.wordpress.com*



Album militant par excellence, enregistré par une bande de ménestrels qui voyagent de lutte en lutte, par la route et leurs chansons engagées, "À l'heure du débat" est une contribution artistique et sans prétention contre l'enfouissement des déchets à Bure. Initié pour accompagner le halage du débat, le groupe des Bure Haleurs propose aujourd'hui une galette de 12 titres qui saura vous faire fredonner en cœur, danser et revendiquer.

Guitares, accordéon, carom (une percussion), et plus si affinités, constituent une formule simple et pleine d'humour, servie par trois acolytes qui ne sont pas avarés de bons mots et de formules qui font mouche.

On pourra leur reprocher certains refrains trop mélodiques et chantants qui continueront à hanter votre esprit et qui feront vibrer vos cordes vocales, et ce bien après l'écoute. C'est comme cela que le matin, au lever, juste après avoir ouvert les yeux, on fredonne déjà "Non, pas de déchets à Bure". Et zut, j'aime ni les tubes ni la chanson française et me voilà prisonnier de cette mélodie.

Je vous revendrais bien mon exemplaire, mais au prix où ils distribuent leur album, vous feriez une bien meilleure affaire en vous dépêchant de leur en commander

plusieurs exemplaires. Ne serait-ce que pour les encourager à jouer en soutien aux Faucheurs Volontaires et, entre autres, aux anti-nucléaires.

Jocelyn Peyret

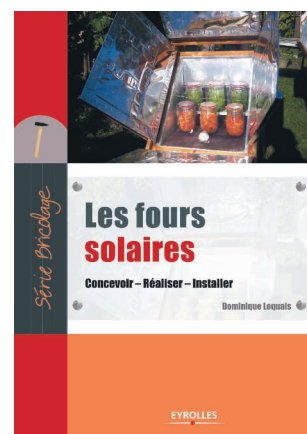
Les fours solaires, concevoir - réaliser - installer

Dominique Loquais, Éd. Eyrolles, 2012, 148 pages, 12 €, disponible en librairie.

La cuisson lente en cuiseur solaire conserve la qualité de vos aliments (sel minéraux, vitamines, saveur et couleur) et permet d'économiser l'énergie.

Pour passer à l'action, l'auteur explique pas à pas comment construire vous-même votre propre four solaire, sur la base de ses expérimentations. Il explique ainsi pourquoi un four à 45° d'inclinaison ou un autre à 60° fonctionnera mieux sous telle ou telle latitude.

La construction est détaillée à tel point que le diamètre du moindre trou et les dimensions idéales des vis à y insérer sont indiqués. Avec des plans et de nombreuses photos qui font découvrir le détail de chaque pièce, les phases de fabrication sont précisément documentées, de sorte que même un enfant peut s'y atteler. Inutile d'être un bricoleur chevronné !



Des conseils sur les récipients optimaux à utiliser sont aussi au rendez-vous. Seule petite lacune, les conseils d'utilisation un peu courts, mais il est vrai qu'on trouvera aisément des compléments et des recettes sur le web.

En résumé, c'est un excellent tutoriel qui ne vous laisse aucune excuse pour ne pas vous mettre à l'ouvrage !

Jacky Berthomé

DVD "Vue imprenable"

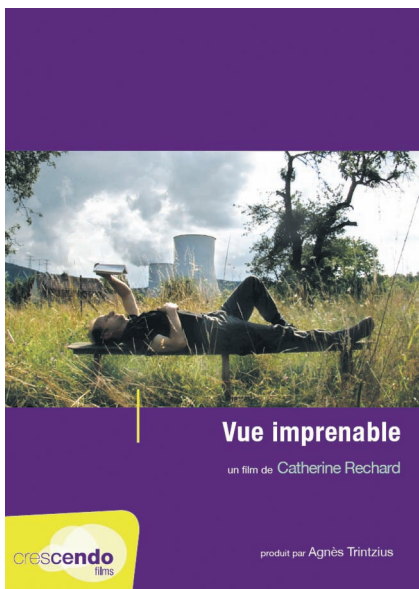
Catherine Recharad,
Crescendo Prod.,
52 mn, 2012. À commander sur
<http://boutique.sortirdunucleaire.org> ou
en envoyant un chèque de 23,50 € (port
compris) au Réseau "Sortir du nucléaire",
9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04.

Comment vit-on au voisinage d'une imposante et impressionnante centrale nucléaire ? C'est en donnant la parole aux riverains des centrales nucléaires de Cattenom et de Chooz que Catherine Recharad tente de répondre à cette question.

Les enfants jouent avec les formes que composent les nuages tandis que les adultes s'interrogent. Il ressort de ces témoignages, de jeunes et de moins jeunes, de ceux qui ont suivi la construction des centrales et de ceux qui ont toujours vécu avec, une impression d'inquiétude latente : "on essaye de ne pas y penser... sinon on partirait" ou encore "au début, ça m'angoissait, mais je m'y suis habituée de façon que je ne croyais pas possible".

D'une approche visuelle forte, on constate que vivre à proximité d'une centrale est quelque chose de subi et que chacun a une conscience plus ou moins aiguë des risques que cela comporte. Un film sincère et délicat, idéal pour amorcer les discussions en famille ou à l'occasion d'une soirée-débat. Savamment ponctuées en voix off d'extraits du livre de Svetlana Alexievitch consacré aux victimes de Tchernobyl *La supplication*, les images, sur fond de centrales nucléaires, parlent d'elles-mêmes.

Delphine Boutonnet



Vue imprenable

un film de Catherine Recharad

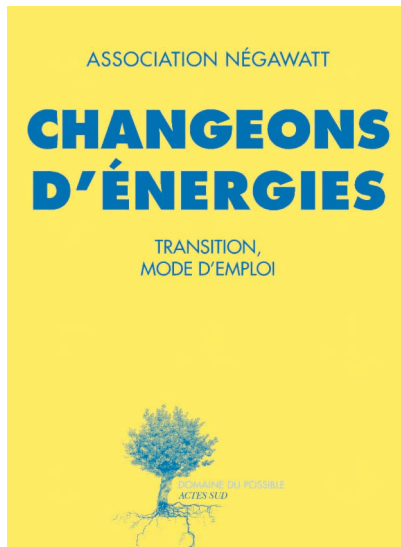
crescendo
films

produit par Agnès Trintzius

Changeons d'énergie Transition, mode d'emploi

Association négaWatt,
Éd. Actes Sud, 2013, 90 pages,
10 €, disponible en librairie.

Rassemblant plusieurs dizaines de professionnels de l'énergie, l'association négaWatt a développé un scénario de transition énergétique très abouti, qui inclut l'arrêt de tous les réacteurs nucléaires au plus tard à 40 ans de fonctionnement.



Publié début 2013, ce petit livre structuré en six courts chapitres atteint pleinement sa vocation : rendre accessible à tou-te-s la compréhension des enjeux énergétiques de notre époque et des solutions disponibles pour s'affranchir du nucléaire et des énergies fossiles. Les auteurs présentent d'abord 8 "germes de transition", autant d'initiatives concrètes qui marchent. Ils résument ensuite les graves problèmes liés aux énergies fossiles et au nucléaire, puis exposent les trois piliers de la démarche négaWatt : sobriété énergétique + efficacité énergétique + énergies renouvelables, avant de présenter les grandes lignes du scénario négaWatt. Les deux derniers chapitres mettent en lumière les bienfaits à en attendre, et nous incitent à passer à l'action.

La lecture est motivante. En 90 courtes pages, c'est un livre "grand public" idéal à offrir à qui ne connaît pas le sujet et ne s'y intéresse pas plus que ça. Pour "réveiller les consciences"... et surtout leur donner l'envie, une fois réveillées, d'agir concrètement, chacun-e à son niveau !

Xavier Rabilloud

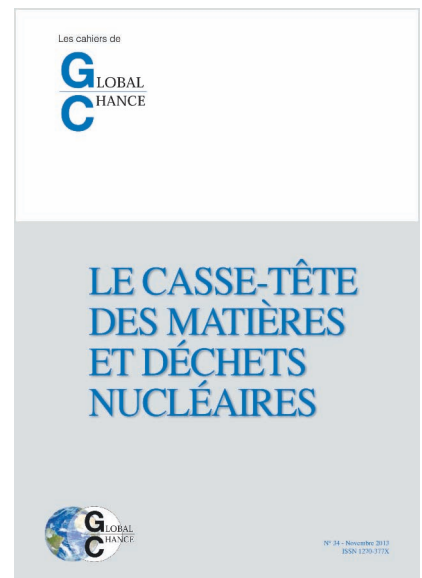
Le casse-tête des matières et déchets nucléaires

Les cahiers de Global Chance
n°34, novembre 2013, 74 p., 15 €.
À commander sur www.global-chance.org

Global Chance est une association de scientifiques indépendants qui met à la disposition du public l'expertise de ses membres dans les domaines de l'environnement et de l'énergie.

Fidèle à la qualité habituelle des parutions de l'association, ce n°34 des Cahiers de Global Chance, consacré aux matières et déchets nucléaires, donne un aperçu complet de la problématique complexe de leur (non-) "gestion".

Composée d'articles de différents auteurs, cette brochure commence par démonter le piège sémantique de la définition actuelle des matières et déchets nucléaires en France. Elle regroupe ensuite une série d'interventions prononcées lors d'un colloque à Paris en 2013 et montre l'échec de l'industrie du plutonium et des politiques de "retraitement" du combustible usé et d'utilisation du combustible MOX, en France, aux Royaume-Uni et en Allemagne.



À la lumière de ce bilan, les auteurs mettent enfin en question la politique actuelle et envisagée pour l'avenir par l'État pour le stockage du combustible usé et le choix de l'enfouissement des déchets les plus dangereux.

Une lecture utile pour appréhender la lutte contre CIGÉO sans se mélanger les pinceaux !

Laura Hameaux

Les Ogres de Barback, un engagement multiforme

En 2014, les Ogres de Barback fêtent leurs 20 ans d'existence et leur 8ème album studio. Composés de quatre frères et sœurs, ils ont depuis leurs débuts cultivés l'art d'user de bons mots et de mélodies aux diverses influences pour parler de faits de société. Rencontre avec Alice, une des sœurs du quatuor, peu de temps avant leur nouvelle tournée.

Q : "Vous m'emmerdez !" Pourquoi ce titre pour votre nouvel album ?

Il s'agit du titre d'une chanson que nous avons écrite lors des "manifestations pour tous" (contre le mariage de personnes homosexuelles) début 2013. Par provocation mais surtout par réaction à ce qui se passe autour de nous. Il témoigne de notre attitude et état d'esprit sur de nombreux sujets auxquels nous sommes sensibles. Nous souhaitons voir réagir notre public et pour cela sur notre tournée 2013, ce morceau ouvrait nos concerts.

Q : En concert ou sur album vous témoignez d'une ouverture musicale et de références alternatives.

Nous avons grandi avec le rock alternatif qui nous a influencés, et rendons hommage à certains groupes de cette scène musicale. Il nous arrive en concert de reprendre certains de leurs titres, comme "Salut à toi" des Bérurier Noir, nous avons enregistré un 4 titres de reprises de N.T.M., The Specials, Noir Désir et la Mano Negra, Fredo a repris Renaud et Sam, Barbara. Le côté théâtral de Royal de Luxe nous influence également et sur scène, nous essayons de ne jamais présenter le même spectacle, de tout donner et de surprendre notre public... en finissant quelquefois avec des ambiances plus techno. Nous pouvons nous le permettre, nous ne devons notre carrière qu'à nous-mêmes et à notre entourage, nous sommes indépendants et en ce sens peu médiatisés.

Q : C'est dans cet état d'esprit que vous avez créé le label Irfan ?

Tout à fait. Début 2000, après un léger déboire avec une maison de disques, nous avons décidé de gérer notre carrière. Nous voulions pratiquer librement notre musique, auto-produire nos albums même si cela nous prend plus de temps. C'est parti d'un projet de tournée sous chapiteau en Europe de l'Est, notre maison de disques de l'époque ne voulait pas nous suivre, nous nous sommes donc séparés d'elle.

Aujourd'hui, cela nous permet de décider du prix des places en concert, du prix de vente des albums et d'aider la scène émergente. Cela nous semble également cohérent avec nos idées et positions. En 2013 par exemple, nous avons tourné uniquement dans des petits lieux, pour de petites associations.

Nous ne sommes pas des producteurs, nous mettons à disposition notre réseau de diffusion. Il y a un réel vivier de groupes de qualité en France. Nous

essayons de les soutenir, nous participons individuellement à certains projets et mettons à disposition certains de nos contacts.

Q : Il vous arrive également de soutenir des militants.

En effet, nous avons déjà joué pour le Réseau Éducation Sans Frontières, Les Faucheurs Volontaires, Clowns sans Frontières, les Désobéissants et soutenu, entre autres, le Réseau "Sortir du nucléaire" pour la chaîne humaine en 2012, à laquelle nous étions également présents en famille. Nous sommes très souvent sollicités, nous répondons en fonction de notre disponibilité et ne soutenons aucun parti politique.



© Pierre Weizel

Q : Votre engagement ne vous pose-t-il pas de problèmes ?

C'est arrivé quelquefois dont au festival de l'Île Longue en Bretagne, situé à côté d'une base militaire et de sous-marins nucléaires. L'organisateur avait appris que nous voulions donner la parole aux Désobéissants, il l'a mal pris, nous a fait du chantage et nous menaçait de nous couper le courant ! Cette fois-là nous nous sommes laissés manipuler, c'est dommage. Une autre fois, un organisateur — le maire d'Oyonnax — a refusé de nous payer à cause de propos que nous avions tenus sur scène. Ils nous emmerdent avec leur censure ! Nous militons pour la liberté d'expression et le maintien du statut des intermittents du spectacle. Le problème ce ne sont pas les musiciens et les techniciens, mais les grosses boîtes de production, dont les télévisions, qui se servent de ce statut pour ne pas embaucher de personnel. Quand je vois qu'à notre niveau nous galérons pour renouveler notre statut, je n'ose penser aux autres artistes.

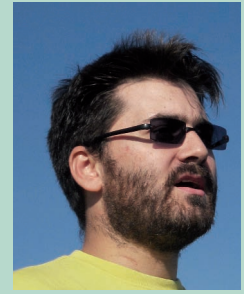
Propos recueillis par Jocelyn Peyret

Découvrez l'équipe du Réseau "Sortir du nucléaire"

14 bénévoles membres du
Conseil d'administration
(7 titulaires et 7 suppléants)



Martial Chateau
Sortir du nucléaire 72
Région Pays de la Loire



Pierric Duflos
Sortir du nucléaire
Drôme-Ardèche (26-07)
Région Rhône-Alpes



Cédric Lucas
Rhône-Alpes sans nucléaire
(69) - Région Rhône-Alpes



Remi Filliau
Déboulonneurs Touraine
Région Centre



Jean-Louis Gaby
Solaire 2000 (03)
Région Auvergne



Alain Joffre
Sortir du nucléaire
Sud Ardèche - Région
Rhône-Alpes



François Mativet
Sortir du nucléaire 89
Région Bourgogne



Xavier Saint-Marc
Sortir du nucléaire Paris
Région Îles-de-France



Anne Meyssignac
Collectif Corrèzien Sortir
du nucléaire - Région
Limousin



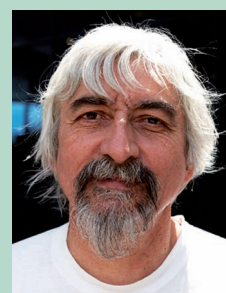
Martin de Lavarde
Collectif Corrèzien Sortir du
nucléaire - Région Limousin



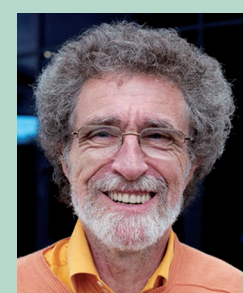
Steven Mitchell
Collectif Stop EPR 2 (76)
Région Haute-Normandie



Sophie Morel
Les Désobéissants (14)
Région Basse-Normandie



Marc Saint Aroman
Environnement Conscient
(31) - Région
Midi-Pyrénées



Daniel Roussée
Les Amis de la Terre
Midi-Pyrénées (31)
Région Midi-Pyrénées

15 salarié-e-s et 2 prestataires



Myriam Battarel
Assistante Webmestre



Nadia Boukacem
Secrétaire



Delphine Boutonnet
Responsable boutique,
expéditions et stocks



Philippe Brousse
Coordinateur général



Baptiste Coll
Responsable gestion
et collecte de fonds



Régis Delhomme
Responsable bases de données
et outils informatiques



Marie Frachisse
Coordinatrice des
questions juridiques



Laura Hameaux
Chargée de campagne



Sabine Li
Responsable web
et multimédia



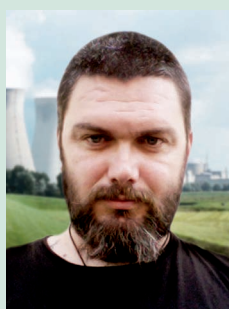
Anne-Laure Méladeck
Coordinatrice générale
adjointe



Charlotte Mijeon
Chargée de communication
et des relations extérieures



Annie Orenga
Comptable



Wladimir Quénu
Maquettiste



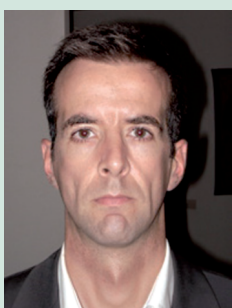
Xavier Rabilloud
Responsable
des publications



Mélisande Seyzériat
Chargée des groupes
et actions



Etienne Ambroselli
Avocat,
conseiller juridique
prestataire de services



Benoist Busson
Avocat,
conseiller juridique
prestataire de services

Merci aussi aux centaines de bénévoles partout en France qui contribuent à l'action du Réseau et dont la photo n'apparaît pas sur ces pages.

Nucléaire 30 ans d'âge : stop au rafistolage !

Alors qu'EDF cherche à obtenir la prolongation du fonctionnement des réacteurs nucléaires jusqu'à 50 voire 60 ans, nous devons agir pour contrecarrer ce projet lourd de risques. Les réacteurs ont été conçus pour fonctionner approximativement 30 ans, et déjà 27 d'entre eux ont dépassé cette durée...

Nous devons absolument interpeller nos député-e-s sur le danger majeur et sur les coûts astronomiques que ce choix impliquerait. En effet, **à l'automne prochain, les parlementaires débattront de la loi sur la transition énergétique.**

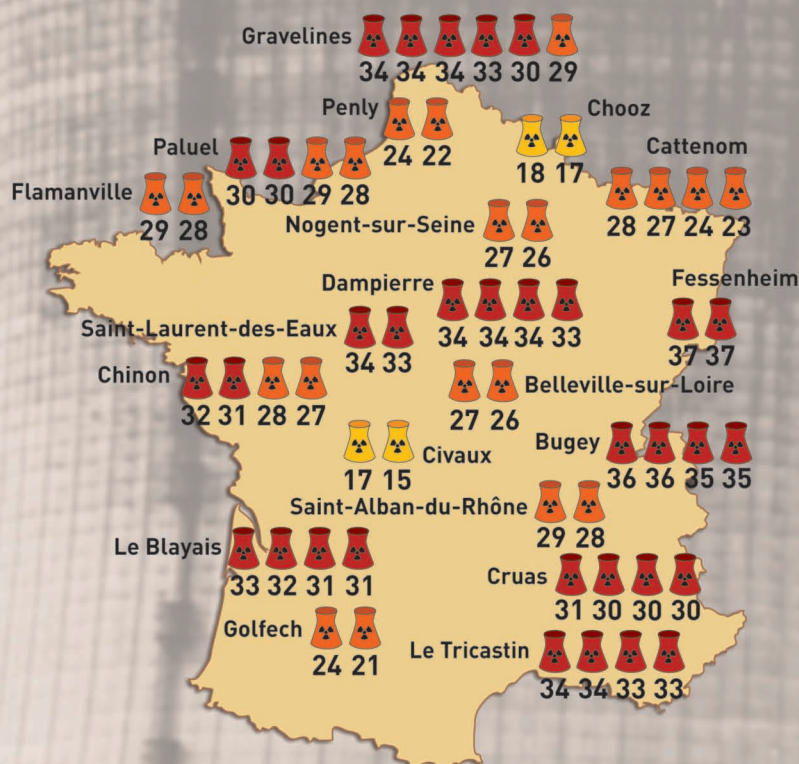
Tous les parlementaires ne sont pas des relais zélés de la propagande du lobby nucléaire ; mais la plupart d'entre eux/elles connaissent mal les enjeux énergétiques et nucléaires. **En agissant avec nous, vous pouvez influencer sur la position qu'adoptera votre député-e.**

Interpellez votre député-e, envoyez-lui dès maintenant notre lettre ouverte "Nucléaire 30 ans d'âge : stop au rafistolage" !

"Je vous appelle à contrecarrer le projet d'EDF et de ses relais au sein des institutions : les réacteurs nucléaires ne doivent en aucun cas être prolongés à 40 ans ou au-delà, au prix d'un rafistolage coûteux et d'un risque accru d'accident majeur. Au contraire, les réacteurs qui ont dépassé 30 ans d'âge doivent être arrêtés dans les plus brefs délais."

ÂGE DES RÉACTEURS NUCLÉAIRES FIN 2014

Données : CEA Elecnucl 2013



Interpellez votre député en deux clics sur www.sortirdunucleaire.org/stop-rafistolage